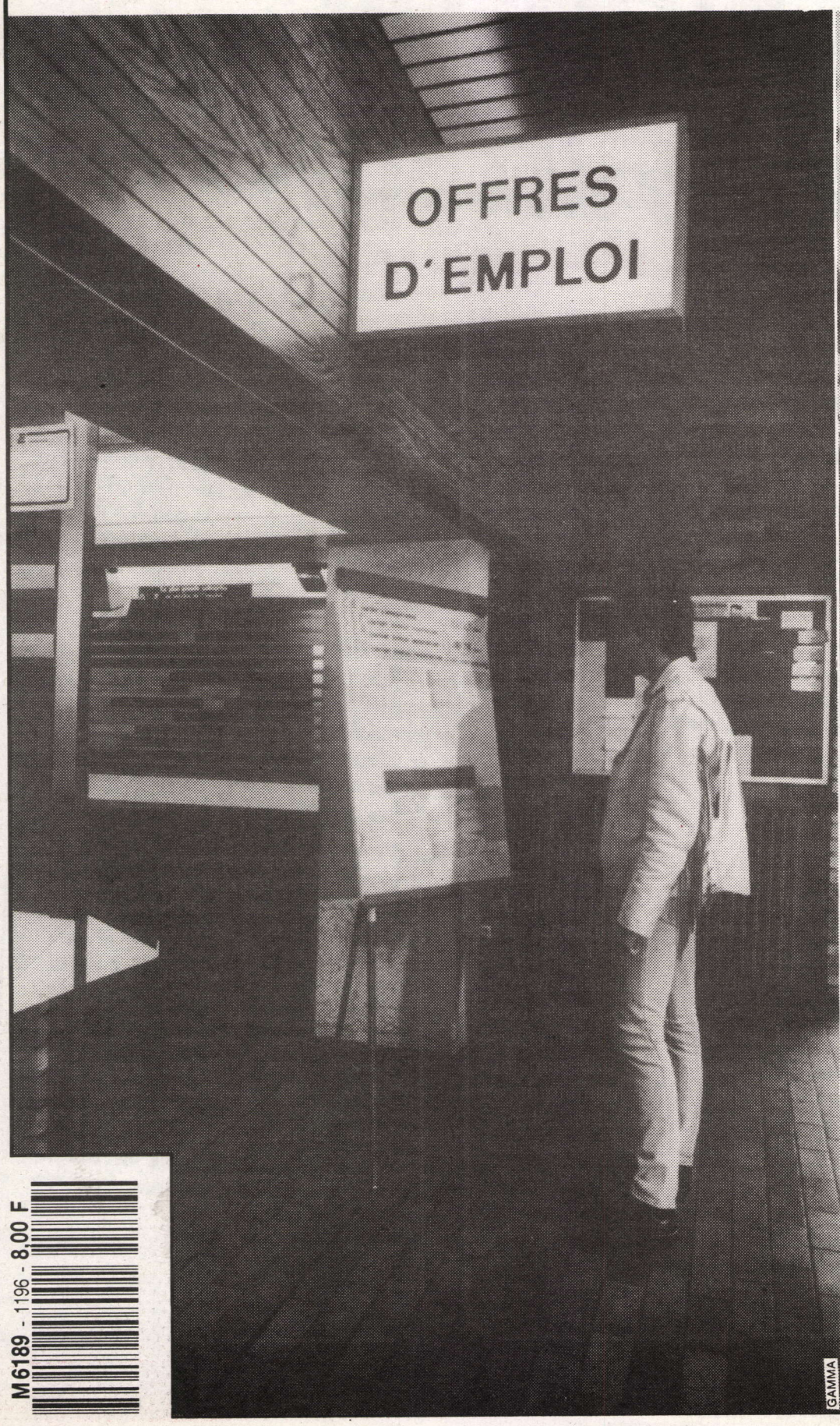
ISSN 0024-7650

Cresson à la botte des patrons

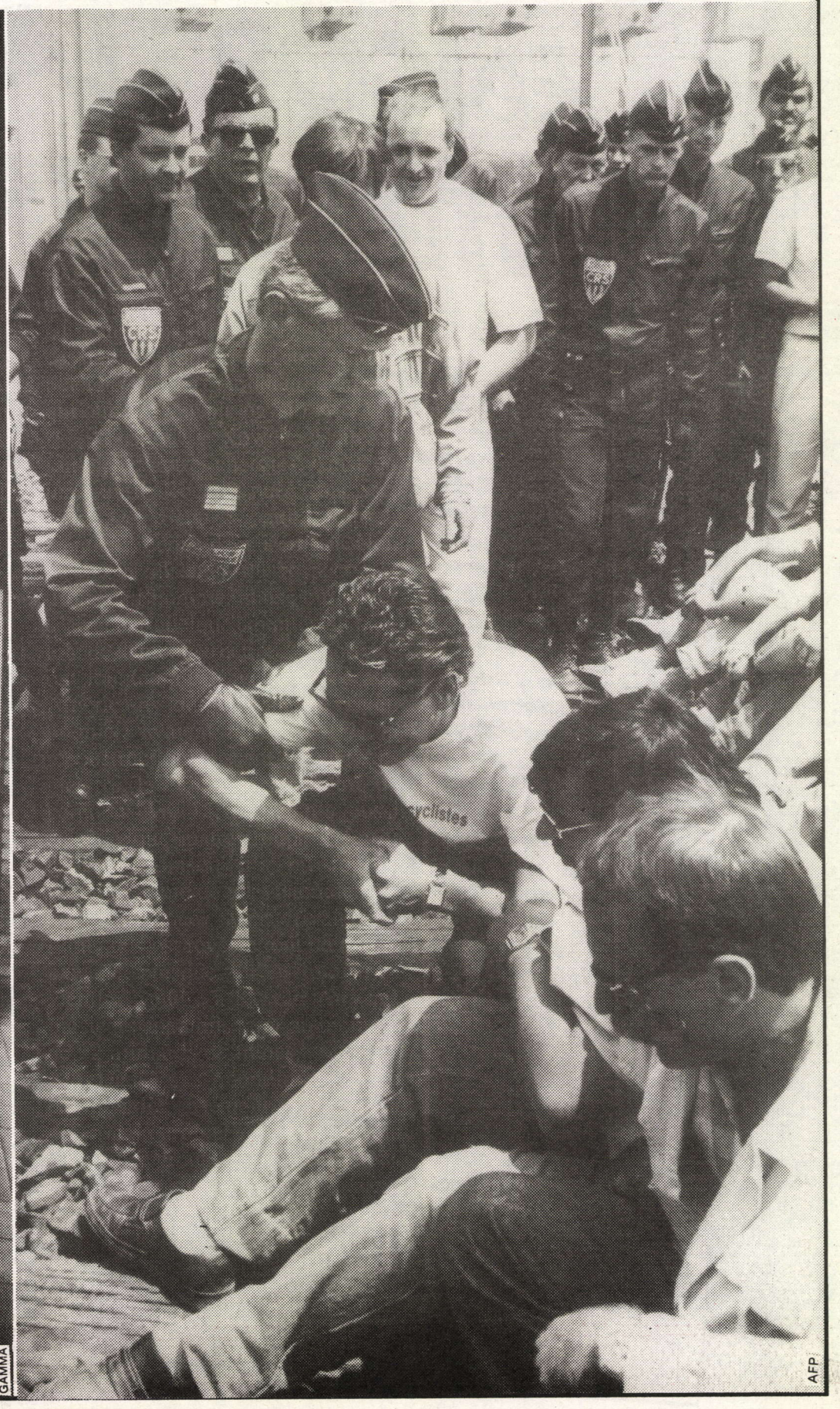
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 200 - 14 juin 1991 - prix : 8 F

ENCORE LA RIGUEUR CONTRE LES TRAVAILLEURS !



GAMMA



AFP

M6189 - 1196 - 8,00 F

Cresson à la botte des patrons

A un mois de sa nomination, le message du nouveau Premier ministre, Cresson, se précise chaque jour et il n'a, justement, rien de nouveau : c'est encore une fois la rigueur qui, d'après elle, est "malheureusement nécessaire".

Tout l'esprit "de gauche" du nouveau gouvernement est sans doute dans ce "malheureux" qui n'a pas l'air pour autant de lui ôter le cœur à l'ouvrage. Le 0,9 % de cotisation d'assurance-maladie supplémentaire sur tous les salaires semble n'être qu'un avant-goût. Un "suspense" de dernière heure est entretenu sur l'augmentation du SMIC au 1er juillet, mais il ne laisse guère de doute : on nous présente comme une audace la revendication de 2 % d'augmentation réclamée par le Parti Socialiste, au lieu du 1,7 % minimum qu'exigerait la loi ! Autant dire que ce sera de toute façon ridicule, et absorbé d'avance par l'augmentation de la cotisation maladie, sans parler de tout le reste...

Mais Cresson a aussi d'autres choses en chantier, comme cette réforme des impôts locaux qui semble directement inspirée de la "poll tax", cet impôt institué outre-Manche par Thatcher — et qui a d'ailleurs accéléré sa chute — et un certain nombre de mesures budgétaires. Il paraît que ce Premier ministre a son franc-parler et, en effet, elle annonce franchement la couleur : sa rigueur est, comme toujours, dirigée sans vergogne contre les travailleurs, à commencer par les plus mal payés !

★ ★ ★

Bien sûr, il y a toujours les mêmes vieilles ficelles pour faire passer tout cela : d'après Cresson, la situation économique ne permet pas pour l'instant d'accorder des largesses : il faut attendre la reprise. Il y a un an, on nous disait la situation économique meilleure mais là non plus, d'après Rocard à l'époque, il n'était pas question de la compromettre en étant trop généreux. Bref, ce n'est jamais le moment.

Cresson déclare aussi maintenant que le trou de la Sécurité sociale aurait été pour elle une "surprise", laissée par son prédécesseur Rocard ; ou bien on nous laisse entendre que c'est Rocard qui aurait dû être plus généreux à un moment où la situation économique était meilleure. Maintenant, évidemment, Cresson voudrait bien, mais c'est trop tard !

Autant de vieilles combines de politiciens que le fait d'être dans le même parti n'empêche même pas de se rejeter les responsabilités l'un sur l'autre. Mais s'ils tentent ainsi de donner le change, c'est justement parce qu'il n'est pas question de changer d'un iota la politique gouvernementale : celle-ci consiste à faire payer aux travailleurs, par le biais des bas salaires, du chômage, des licenciements, du travail précaire, le prix du maintien ou de l'augmentation des profits patronaux ; à rendre les pauvres plus pauvres parce que les riches ne supporteraient pas de ne pas devenir plus riches.

★ ★ ★

Oui, Cresson a mérité le surnom décerné par le Bêbête Show : "Amabotte" ; ce n'est pas seulement à la botte de Mitterrand, c'est à celle du patronat. Tout au plus, faute de changer de politique, on a changé le Premier ministre... et même son sexe. Cela fournit un prétexte pour parler de "changement", au moins l'espace de quelques semaines. Cela fournit même un prétexte au Parti Communiste pour passer de la neutralité, ou du soutien gêné à Rocard, au soutien ouvert à Cresson, sous prétexte qu'il croit avoir senti un "vent nouveau" !

Ainsi, dans l'immédiat, Cresson est assurée de n'avoir aucun problème pour faire adopter ses mesures par le Parlement — malgré les motions de censure de la droite qui ne rate pas l'occasion de faire semblant de s'opposer à ce qu'elle aurait fait elle-même si elle avait été au gouvernement. Le Parti Communiste qui, lui, se dit opposé à ces mesures a assuré d'avance qu'il les laissera passer, en ne votant pas la censure.

Décidément, PC ou PS, les partis qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs semblent ne rien savoir faire d'autre que soutenir des mesures dirigées contre ceux-ci. Leur seul problème, chacun le sait, est maintenant de tenter de sauver les meubles — ou du moins ce qui peut être sauvé — aux prochaines élections... Et c'est parce qu'ils savent que ce sera difficile, quelle que soit la sauce à laquelle ils tentent d'accommoder leur Cresson, qu'ils ont retrouvé cette unité tardive.

C'est peut-être là tout ce que les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste ont appris en dix ans de présidence Mitterrand : à se mettre à deux pour nous présenter comme un virage "à gauche" l'intronisation d'une apprentie Thatcher !

Il reste à espérer qu'il y aura dans la classe ouvrière, et même parmi les militants du Parti Communiste et du Parti Socialiste, suffisamment de travailleurs qui, eux, en auront tiré d'autres enseignements. Et d'abord celui qu'il n'y a pas d'autre issue pour la classe ouvrière que de mener jusqu'au bout la lutte de classe ; cette lutte de classe que patrons et gouvernements présentent comme dépassée alors qu'ils ne font que la mener pour eux-mêmes, pour leurs propres intérêts, avec toujours plus de détermination anti-ouvrière.

ENCORE LA RIGUEUR CONTRE LES TRAVAILLEURS !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LA SÉCU MALADE DU PROFIT

Pas besoin de se creuser : chaque fois qu'il s'agit de réduire le remboursement des dépenses de santé et d'augmenter les cotisations salariales, le gouvernement ressort le «trou de la sécurité sociale». Un argument bien commode...

Il est sans doute bien difficile de s'y retrouver dans les méandres des comptes de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, c'est-à-dire la partie de la Sécu qui paie les frais d'hospitalisation, et rembourse (en partie) les factures de pharmacie et les honoraires réglés aux médecins et aux professions paramédicales. Mais on peut quand même se poser une question : le trou de la Sécurité sociale existe-t-il réellement, et a-t-il l'ampleur que l'on dit ?

«TROU» OU ARTIFICE COMPTABLE : OÙ PASSE LA LIMITE ?

Tout d'abord, il faut ramener les choses à leurs vraies proportions. Sans doute le trou de 23 milliards de francs qu'on nous montre du doigt paraît-il colossal. Mais, rapporté aux 421 milliards de francs de dépenses prises en charge par l'ensemble des régimes de Sécurité sociale (salariés, non-salariés et agriculteurs), ce trou ne représente plus que trois semaines de dépenses, ou 6 % du total.

Or, en inscrivant des dépenses dans les comptes avec quelques jours d'avance et des recettes avec quelques jours de retard, on a vite fait de dramatiser la situation pour justifier un tour de vis.

Et les pouvoirs publics ne se gênent pas pour noircir le tableau à l'occasion : en octobre 1990, pour dénoncer *«la course folle des dépenses de santé»*, *Le Nouvel Economiste* citait des prévisions gouvernementales faisant état d'une augmentation de 9 % pour 1990, alors que l'année était achevée aux trois quarts. Finalement la hausse a été de 7,2 % seulement...

L'AUGMENTATION DES DEPENSES NE PROFITE PAS QU'AUX MALADES

Le fait est que les dépenses de santé augmentent. En 1950, elles représentaient 2,8% du produit intérieur, c'est-à-dire de la production de biens et de services. Elles sont actuellement proches de 10% (plus de 11% aux Etats-Unis). Cela reflète évidemment en grande partie le fait que la population se soigne davantage, en même temps que le coût croissant de techniques médicales qui progressent. Mais ces raisons sont-elles les seules ?

D'abord, la Sécurité sociale règle toute une série de dépenses contribuant au fonctionnement général du système et qui, normalement, ne devraient donc pas lui incomber. Ainsi la formation des étudiants en médecine. Mais aussi, par la suite, la formation des médecins, y compris celle des praticiens libéraux qui travaillent à leur compte et qui ont droit à un dédommagement financier, au titre du temps passé hors de leur cabinet dans le cadre de la formation permanente.

Pour ce qui est des vraies dépenses de santé, l'an dernier, les dépenses d'hospitalisation ont représenté 52% du total (dont 7% pour les hôpitaux et cliniques privés). Les prescriptions de médicaments ont atteint 22,2% et les honoraires 15,8%. Ce sont ces deux dernières catégories qui ont augmenté le plus rapidement ces dernières années.

Alors que les hôpitaux publics, dont le budget de fonctionnement était plafonné par le gouvernement, étaient contraints de faire des économies souvent très discutables, les revenus de certaines professions médicales s'envolaient.

Selon la Commission des comptes de la Sécurité sociale, le «forfait salle d'opération» des cliniques privées a augmenté de 13,8% l'an dernier, les prescriptions d'auxiliaires médicaux (kinésithérapeutes par exemple) de 10,4% et celles de pharmacie de 9,7%. Il est de notoriété publique que l'industrie pharmaceutique engrange des taux de profits bien supérieurs à la moyenne du fait d'une concurrence limitée. De même les laboratoires d'analyses biologiques ont vu leurs revenus exploser ces dernières années.

Alors du coup, le gouvernement a fait quelques pressions pour calmer le jeu. Les laboratoires ont dû passer avec le gouvernement un accord réformant leur tarification de même que les radiologistes. L'Union hospitalière privée, syndicat patronal des cliniques, a dû modifier son mécanisme de tarification en le basant non plus sur le prix de journée mais sur la nature des maladies.

Ce sont ces modestes pressions qui amènent d'ailleurs les médecins et les autres professions de la santé à crier à *«l'étatisation de la médecine»* comme elles l'ont fait le 11 juin lors de leur manifestation nationale. Toute une partie de la petite, voire de la moyenne bourgeoisie, ont ainsi prospéré durant des années grâce aux remboursements de la Sécu.

(AFP)

Médecins, directeurs de labos privés, trusts de la pharmacie, etc, etc, creusent de manière non négligeable le fameux "trou" de la Sécu.

LES RECETTES VICTIMES DE LA RECESSION

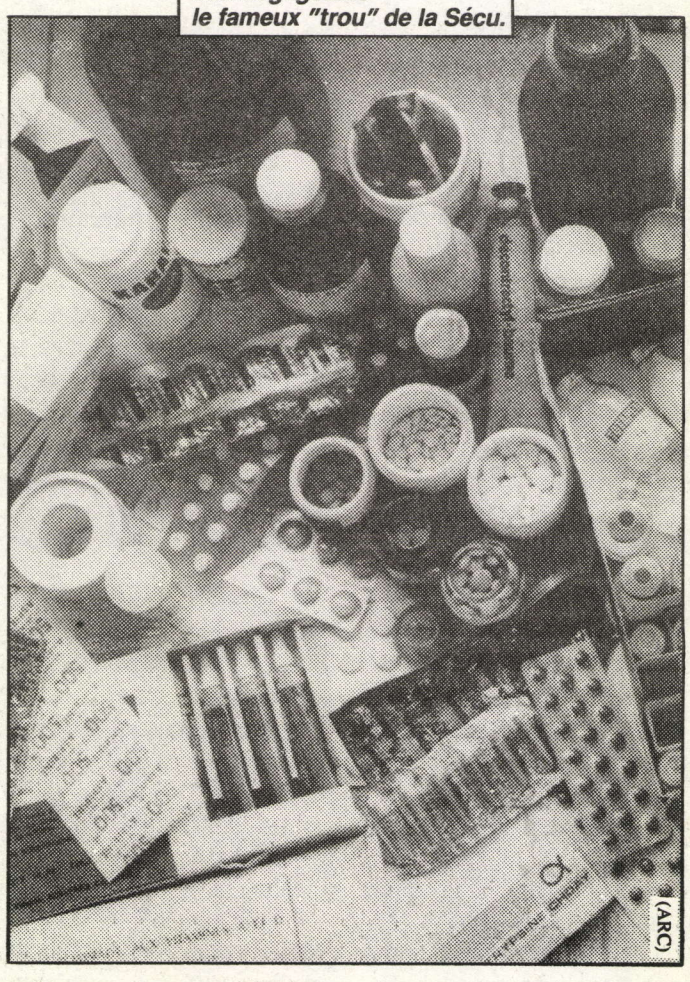
Du côté des recettes, il y a bien sûr les dettes, non chiffrées, du patronat. Si le «trou» de la Sécu ne représente que 6% de ses dépenses, est-il impensable qu'il soit d'un ordre de grandeur comparable à l'ensemble des cotisations dues par le patronat, qu'il s'agisse de retard de paiement ou de faillites ?

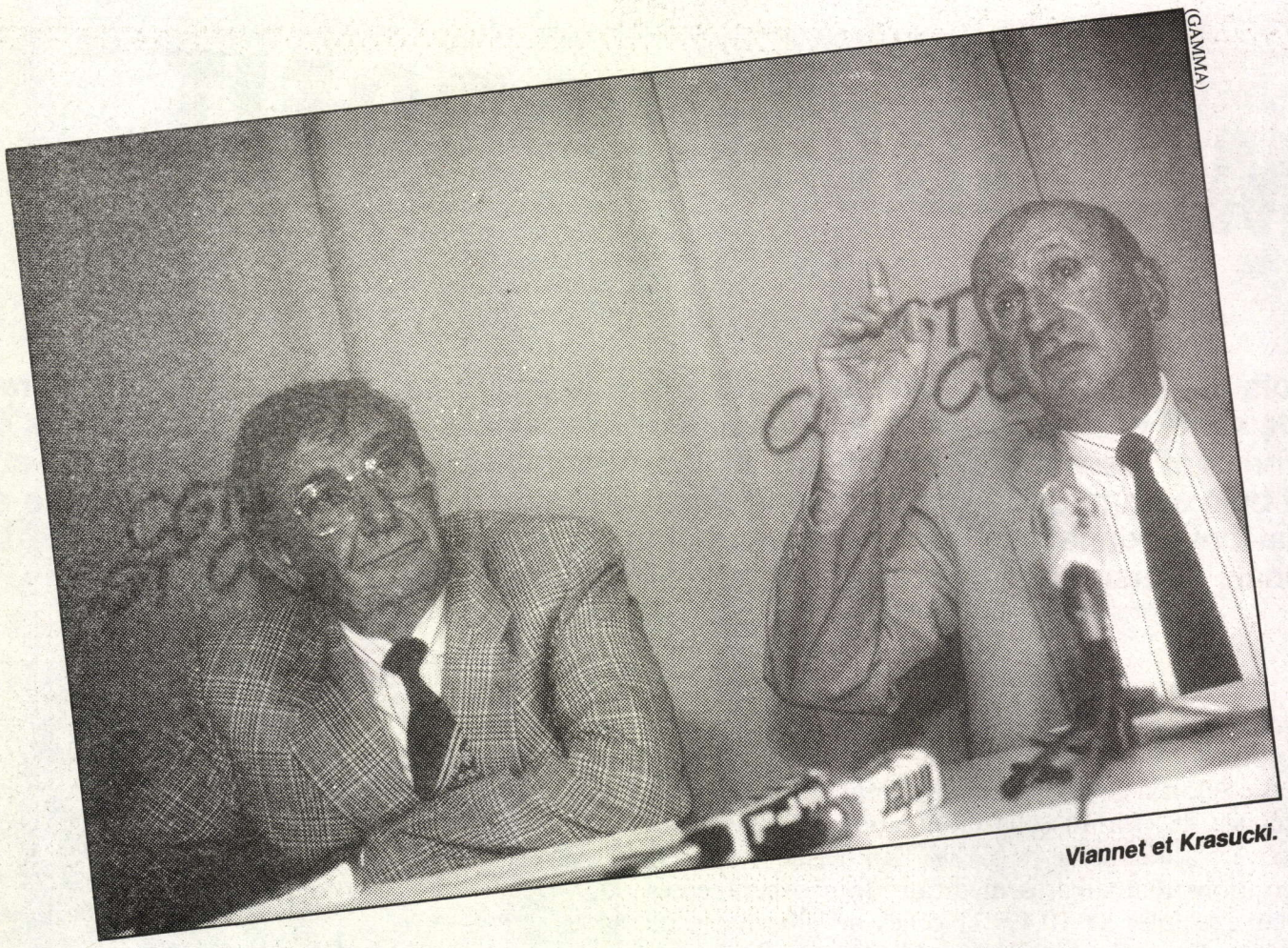
Mais surtout, bien sûr, c'est la stagnation des salaires et l'augmentation du chômage qui pourraient expliquer une grande part des difficultés financières du système. Quand la masse des salaires perçue par les travailleurs en bas de l'échelle baisse, les ressources de la Sécu suivent le mouvement. Alors que du fait du plafonnement des cotisations maladie, l'augmentation des hauts salaires ne procure pas de recettes supplémentaires.

Et les «remèdes», du style de l'augmentation des cotisations maladie de 0,9% qui vient d'être décidée, ne font qu'accentuer cette dépendance de la Sécu sur les bas salaires, et donc sa vulnérabilité à la crise, tout en faisant payer l'addition doublement aux plus pauvres, par des cotisations plus élevées et par des remboursements plus bas.

Cela, ce n'est pas une affaire comptable de «trou», c'est une question de choix politique.

P. V.


(ARC)



(GAMMA)

Viannet et Krasucki.

COMBAT DE CHEFS À LA CGT

Le rapport d'Henri Krasucki soumis à la discussion du Comité confédéral national, dans la perspective de la préparation du 44e congrès de la CGT, a fait quelque bruit. D'abord parce que, fuite organisée ou pas, des extraits en ont été publié dans *Les Echos* dont les lecteurs se recrutent plus dans les milieux d'affaires que parmi les travailleurs. Ensuite et surtout par sa teneur.

Entre autres propos, l'actuel secrétaire général de la confédération – en principe, il ne le sera plus après le congrès, dans 7 mois, puisqu'il a d'ores et déjà annoncé qu'il ne se représenterait pas – écrit : "*... Plus gravement a existé, et persiste une résurgence de conceptions et pratiques fausses et archaïques de la CGT.*

Il faut bien dire des conceptions élitistes : il y a "ceux qui savent" et les autres, il y a les "sûrs et les douteux" etc. Disons-le carrément : une conception du type "courroie de transmission".

Des camarades qui se sont considérés (et se considèrent encore) "en mission" dans la CGT. Gardiens d'une orthodoxie, entre guillemets, étrangère à la CGT".

Tout cela n'est pas tendre avec l'organisation qu'il dirige, ni avec lui même. Car on peut reconnaître à Krasucki une expérience certaine de la manipulation, des manœuvres d'appareil et autres comportements bureaucratiques même s'il n'est pas le seul, bien sûr.

Ce rapport a fait d'autant plus de bruit qu'il fait pendant à un deuxième rapport, ce qui est inhabituel, de Viannet qui est, comme Krasucki, membre du bureau politique PCF et que l'on présente comme le futur secrétaire général de la CGT. Le rapport de Viannet ne contredit pas celui de Krasucki. Simplement il est plus neutre, moins critique. A tel point que Krasucki a pu dire qu'ils étaient complémentaires.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants de la CGT interviennent pour critiquer la pratique passée. On s'en souvient peu, mais à chaque congrès, il y a toujours un chapitre concernant l'imperfection des pratiques, plus particulièrement en ce qui concerne la démocratie. A chaque fois il est expliqué qu'il faut s'intéresser aux gens, dans leur diversité. Ce qui est nouveau, outre le ton et la mise en scène autour de l'intervention de Krasucki, c'est que ce débat se développe dans le contexte de la crise qui secoue le PCF et son appareil.

Il faut donc sans doute voir là un affrontement d'hommes d'appareil. Et par définition, dans ce type d'affrontement, il y a bien plus de choses qui se déroulent dans l'ombre, qu'au grand jour. On peut faire bien des hypothèses sur les intentions et les projets des uns et des autres, et sur leurs issues possibles. Mais la seule certitude, c'est que, quelque soit cette issue, les actuels dirigeants de la CGT souhaitent une confédération qui aurait une image plus ouvertement réformiste. Et même si on ajoutait le D de démocratique dans son sigle, cela n'y changerait rien. On a l'exemple de la CFDT. La CGT ne serait pas plus démocratique, ni en son sein, ni à l'égard des travailleurs du rang, en particulier dans les luttes. Et ce n'est pas simplement une question de bonne ou de mauvaise volonté. C'est en fin de compte, une question de choix politique.

Ou bien on choisit de gérer les relations entre les travailleurs et les patrons... en cherchant, comme le répètent souvent ces derniers temps les dirigeants de la CGT à s'adapter à l'évolution de la classe ouvrière d'aujourd'hui. Ou bien on se donne pour objectif, à travers l'activité militante quotidienne, à travers les luttes que l'on propose et que l'on mène, de redonner à la classe ouvrière confiance en elle, en sa force en tant que classe dans la société, en son rôle social et politique, en un mot de lui redonner une conscience de classe.

On ne peut, malheureusement, pas compter sur des hommes comme Krasucki, ou Viannet pour faire ce choix-là. Mais il n'y a pas qu'eux, heureusement. Il y a ceux qui militent dans la classe ouvrière, et qui peuvent être une "courroie de transmission", oui, mais d'une politique de classe, il n'y a pas de honte à cela, bien au contraire.

Et pourquoi ne prendrait-on pas Krasucki et Viannet au mot quand ils disent en substance qu'il faut bousculer les choses ? Pas à la façon dont ils l'entendent, cela va de soi.

J.P. VIAL

Le PCF et la censure

COMMENT SOUTENIR LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT... EN DISANT QU'ON EST CONTRE !

Si le vote sur la motion de censure déposée par la droite contre le gouvernement Cresson a été sans surprise, c'est que d'entrée tout le monde savait que le Parti Communiste était bien décidé à soutenir le gouvernement... et ce qui est remarquable et a dû choquer bon nombre de militants et de sympathisants du PC, c'est l'empressement avec lequel ses dirigeants ont annoncé la chose, le jour de l'annonce des mesures sur la Sécurité sociale. Un tel empressement, qui relève de l'obséquiosité, ne peut être que délibéré. Il est destiné à plaire aux dirigeants socialistes, pas aux militants et sympathisants communistes.

Et toute la difficulté, justement, pour les dirigeants du PCF, est d'arriver à faire avaler leur nouvelle attitude aux militants de leur parti et surtout à leurs militants ouvriers.

Aussi, vendredi 14 juin, dans un meeting à Périgueux, Marchais s'est essayé à de nouveaux arguments : ce n'est pas le PC qui a changé, dit-il, c'est le Parti Socialiste. Mitterrand avait tenté une politique d'alliance avec une partie de la droite, et comme cette politique a échoué, affirme Marchais, le Parti Socialiste va bien être obligé de loucher à nouveau vers la gauche. "*... Et comme nous sommes décidés à ne laisser passer aucune chance, aussi minime soit-elle, de travailler au sein d'un gouvernement de gauche pour mettre en œuvre une politique de gauche...*", rajoute-t-il, le PCF se doit de tendre la main à Cresson et Mauroy.

Une chance ? Quelle chance ? Et pour qui ? Pour tenter de sauver leurs postes dans les Conseils généraux, dans les Conseils municipaux, sans parler de la perspective bien plus aléatoire encore d'avoir quelques chances de retrouver un jour, peut-être, une petite place dans un gouvernement ?

Cette politique ne peut que continuer à conduire le PCF d'échecs en échecs, même si ses dirigeants en attendent de sauver quelques postes... en tout cas elle conduit à la perte de crédit dans la classe ouvrière, à la perte de moral des militants sur qui repose son existence en tant que parti ouvrier.

Ce retour aux vieilles chimères reflète surtout à quel point les dirigeants du PCF se moquent de ceux des travailleurs qui continuent à regarder vers eux, et en particulier des militants communistes du rang, de tous ceux qui malgré les rancœurs et les désillusions de l'Union de la Gauche n'ont pas cédé au découragement, ou à l'isolement. Car tout ce qu'il leur offre est d'aller lécher la botte avec laquelle le gouvernement s'en prend à la classe ouvrière.

O. B.

Face aux intégristes

NOUVEAU GOUVERNEMENT ET NOUVEAUX PARTIS CHERCHENT SEULEMENT À GAGNER DU TEMPS

Nommé au lendemain des affrontements avec le FIS et de la proclamation de l'état de siège, le nouveau Premier ministre algérien, Ahmed Ghozali, vient d'annoncer la composition de son gouvernement. La première innovation est que la majorité des ministres ne sont pas membres du FLN. Ce sont des responsables économiques ou des universitaires membres d'aucun parti, même si la plupart ont été, comme la quasi-totalité des politiciens d'Algérie, membres du FLN jusqu'à une date récente. La deuxième innovation est qu'une femme est ministre, une seule, mais c'est déjà tellement nouveau.

(AFP)

Nafissa Lalliam, nouvelle ministre de la Santé.

Tout le monde s'y attendait, puisque c'était l'intention annoncée par le Premier ministre dès sa nomination : former un gouvernement qui puisse apparaître comme en dehors des partis, et surtout du parti au pouvoir depuis 25 ans, comme une sorte d'arbitre pour préparer les prochaines élections.

Voilà pour la façade. Reste la réalité. Et la réalité, c'est la situation économique du pays face à laquelle le gouvernement n'aura pas une politique différente de son prédécesseur ; et c'est l'épreuve de force engagée entre les tenants actuels du pouvoir (qu'ils soient encore membres du FLN, ou l'aient prudemment quitté ces dernières années), et le FIS.

La prière du vendredi 14 juin sous la surveillance militaire.

(AFP)

Avec la proclamation de l'état de siège, les dirigeants actuels de l'Algérie en même temps qu'ils reculaient devant le FIS en lui promettant une révision de la loi électorale et une élection présidentielle anticipée, ont cherché à gagner du temps. Ils se sont donné 6 mois pour réorganiser les élections législatives qui viennent d'être annulées, et, si aucune nouvelle crise importante n'intervient d'ici-là, c'est ce délai dont le gouvernement Ghozali dispose pour tenter de diminuer l'influence du FIS.

Mais les moyens de cette guéguerre du pouvoir actuel et des partis dits "d'opposition démocratique", dont Ghozali cherche l'alliance contre le FIS, apparaissent des plus dérisoires.

Des mesures d'intimidation contre les intégristes

Vendredi 14 juin, jour religieux de la semaine, l'armée avait renforcé son dispositif aux abords de toutes les mosquées des grandes villes, pour éviter les démonstrations de rue islamistes. Et le gouvernement voudrait bien faire enfin appliquer la loi promulguée il y a plusieurs mois, interdisant les discours politiques dans les mosquées. Mais, à moins de prendre le risque d'un nouvel affrontement physique avec les islamistes, il n'a pas plus de moyens que le gouvernement précédant de la faire appliquer.

Il profite de l'état de siège pour multiplier les arrestations dans les milieux intégristes, essentiellement dans les milieux des petites milices armées intégristes, parfois concurrentes du FIS. Et il vient d'accuser le numéro deux du FIS, Ali Belhadj, d'avoir incité lui-même à la constitution de milices armées.

On apprend maintenant qu'à la suite de cette grève générale du FIS, du 25 mai au 6 juin, des travailleurs islamistes ont été licenciés pour avoir participé à la grève ou tenté de faire des piquets. Combien ? Le journal libéral *El Watan* du 17 juin parle de 150 islamistes licenciés sur le port d'Alger, et le même jour le quotidien *Horizon,* proche du FLN, écrit que *"le nombre de licenciés ne dépasse pas le millier par willaya* (les départements algériens), *500, voire une centaine"*. Même si ce n'est que quelques centaines de licenciés par willaya, même si ce n'est pas dans toutes les willayas (il y en a plus de 40), cela fait déjà un bon nombre de licenciés pour fait de grève. Les directions des entreprises nationales ou privées qui ont licencié des membres du FIS s'en sentent peut-être momentanément soulagées. Elles n'ont peut-être que fourni au FIS de nouveaux martyrs.

La même politique aggravant misère et chômage

La lutte contre l'influence croissante des intégristes n'est évidemment pas simple affaire de répression quoi qu'en dise le parti communiste algérien, le PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste), qui approuve l'état de siège et demande l'interdiction des intégristes.

Le problème est avant tout celui de la crise économique que traverse l'Algérie, de la misère qui s'y accroît, du chômage.

Et sur ce terrain, les recettes du gouvernement pour enrayer le mécontentement sont encore plus dérisoires que sur le terrain politique : à l'approche de la fête religieuse de l'Aïd-El-Adha il vient de mettre en vente à 3 000 dinars la tête (au lieu de 7 000 dinars pour le mouton vendu par les grossistes algériens) des moutons importés d'Australie, réussissant seulement à soulever une nouvelle polémique religieuse pour savoir si ces moutons châtrés et sans queue pour être mieux engraissés sont encore dignes du sacrifice religieux !

Et si le gouvernement a crié au succès à l'annonce d'un prêt que vient de lui accorder l'Italie, et qui doit être le premier d'une série de prêts pour lesquels les banques occidentales ont eu le feu vert du FMI, il s'est bien gardé de dire que ces nouveaux prêts ne sont accordés à l'Algérie que parce que les experts occidentaux sont contents des mesures d'austérité prises par le pouvoir algérien ces dernières années, et recommandent aux gouvernants algériens de continuer dans la même voie.

Pour contrer le danger intégriste, c'est le mécontentement social contre la politique d'austérité menée par les classes dirigeantes algériennes et les gouvernements successifs, cette politique contre laquelle ne s'élève aucun des nouveaux partis bourgeois démocrates prêts à mener la même, qu'il faudrait exprimer. C'est la lutte des travailleurs, des jeunes chômeurs contre cette politique qu'il faudrait organiser, pour attirer du côté du mouvement ouvrier tous ceux des pauvres d'Algérie qui se laissent tromper par les démagogues religieux.

Olivier BELIN

L'accueil du "paradis capitaliste" aux Albanais

LE RIDEAU DE FER À L'ENVERS

(GAMMA)

Albanais sur l'Adriatique.

Pour les habitants des pays de l'Est qui rêvaient depuis des années de se rendre dans ce "paradis capitaliste" qui leur était interdit, l'Occident n'est décidément guère accueillant. Les Albanais qui tentent de gagner l'Italie en font l'amère expérience.

Le gouvernement italien a en effet choisi la fermeté contre ces "boat people" qui cherchent par tous les moyens à gagner ces côtes, souvent sur de simples radeaux. Après avoir dérivé dans l'Adriatique, ils sont recueillis par les bateaux qui passent. Mais ceux-ci se sont vu interdire de débarquer leur cargaison de réfugiés dans les ports italiens, et ordre leur a été intimé de les ramener d'où ils viennent, en Albanie.

Il est difficile de placer des barbelés en pleine mer, mais les bateaux de la marine militaire, de la Garde de finance et de la police maritime italiennes sont mobilisés pour rétablir au large des côtes une sorte de "rideau de fer". En somme, aboli côté Est, celui-ci renaît aussitôt côté Ouest...

Mais l'Italie n'est pas seulement décidée à empêcher les Albanais de mettre le pied sur ses côtes. Elle veut aussi expulser une bonne partie de ceux qu'elle a dû accueillir lors de la première vague de l'exode, en février. Un terme a été fixé : le 15 juillet. Au-delà de cette date, ceux des 24 000 réfugiés albanais qui n'auront pas trouvé de travail en Italie seront réexpédiés en Albanie.

Autant dire que ce sera la grande majorité. Car, pendant ces quatre mois, les réfugiés en question ont été parqués en général dans des camps de toile du sud de la péninsule, et sous bonne surveillance, sans même la possibilité d'aller tenter ailleurs une chance hypothétique.

A l'approche de l'échéance du 15 juillet, la tension a commencé à monter dans ces camps de réfugiés. Ainsi, au début juin, une véritable bataille rangée, à coups de bâtons et de pierres, a éclaté entre les réfugiés et la police dans un des camps de la périphérie de Bari. Les réfugiés protestaient contre les conditions de l'accueil (si on peut dire) et voulaient l'assurance de ne pas être réexpédiés en Albanie.

Mais le gouvernement italien tient par ailleurs à donner satisfaction à une partie de l'opinion, et en particulier aux industriels, commerçants, patrons de campings, restaurateurs ou hôteliers de la côte adriatique qui commencent à manifester violemment en se plaignant de la présence de ces Albanais – en partie hébergés dans des campings réquisitionnés pour l'occasion – qui risquent de compromettre la saison touristique ! Et cette pression-là compte évidemment bien plus que toutes les proclamations humanitaires.

L'Adriatique sera donc de plus en plus gardée. Pour que les baigneurs ne soient pas dérangés cet été par des foules misérables venues d'Albanie, une concertation est en cours entre autorités italiennes et albanaises pour que celles-ci s'engagent à surveiller elles-mêmes leurs côtes et empêchent le départ des candidats à l'émigration. Celles-ci seraient sur le point d'accepter, à condition qu'on leur fournisse les hélicoptères et les garde-côtes nécessaires !

L'Adriatique sous surveillance concertée, contre les réfugiés coupables d'avoir cru au mirage : c'est l'image de ce que sera la nouvelle Europe, réconciliée entre Est et Ouest ?

A.F.

Allemagne

2000 NÉO-NAZIS PARADENT À DRESDE

(ARC)

Meeting de néo-nazis à Cottbus.

Quelque 2 000 néo-nazis ont traversé le centre de Dresde le samedi 15 juin. Sans encombre. Leur jeunesse, leurs différentes panoplies de casseurs (dont vestes de paras et crânes rasés), le silence du cortège rompu seulement par des roulements de tambours, toute cette mise en scène a fait impression, davantage semble-t-il sur les journalistes et les milieux politisés de «gauche» que sur la population locale, qui n'a pas craint parfois de montrer des signes d'indignation.

Les 2 000 qui étaient là (avec l'autorisation du maire CDU de la ville, qui avait pour la circonstance mobilisé autant de policiers que de manifestants) étaient venus de toute l'Allemagne, d'Autriche et même d'autres pays d'Europe. Un petit milieu d'extrême-droite qui a saisi l'occasion de l'assassinat de l'un des siens pour se montrer.

La vie de Rainer Sonntag et sa mort semblent tout à fait à l'image d'un milieu dont on ne sait s'il est d'extrême-droite ou de la pègre. Ou les deux. Sonntag serait un ancien proxénète reconverti dans le combat contre les «sex-shop». Ce sont des hommes du «milieu» qui sont suspectés de l'avoir assassiné dans la nuit du 1er juin dernier, alors qu'il avait bu plus d'un coup de trop. Sonntag a encore à son «actif» de héros d'avoir été quelquefois inculpé pour port d'armes, coups et blessures, et aussi d'avoir été agent de la Stasi jusqu'à ce qu'il quitte la RDA en 1984 pour n'y revenir qu'en 1990.

C'est certainement avec de la racaille que se forment les groupes puis les partis fascistes. L'histoire l'a cruellement montré et, de ce point de vue-là, ces «néo-nazis» d'aujourd'hui ont quelques-unes des qualités nécessaires. Mais ce n'est certainement pas suffisant pour parler d'un réel danger de résurgence du fascisme aujourd'hui.

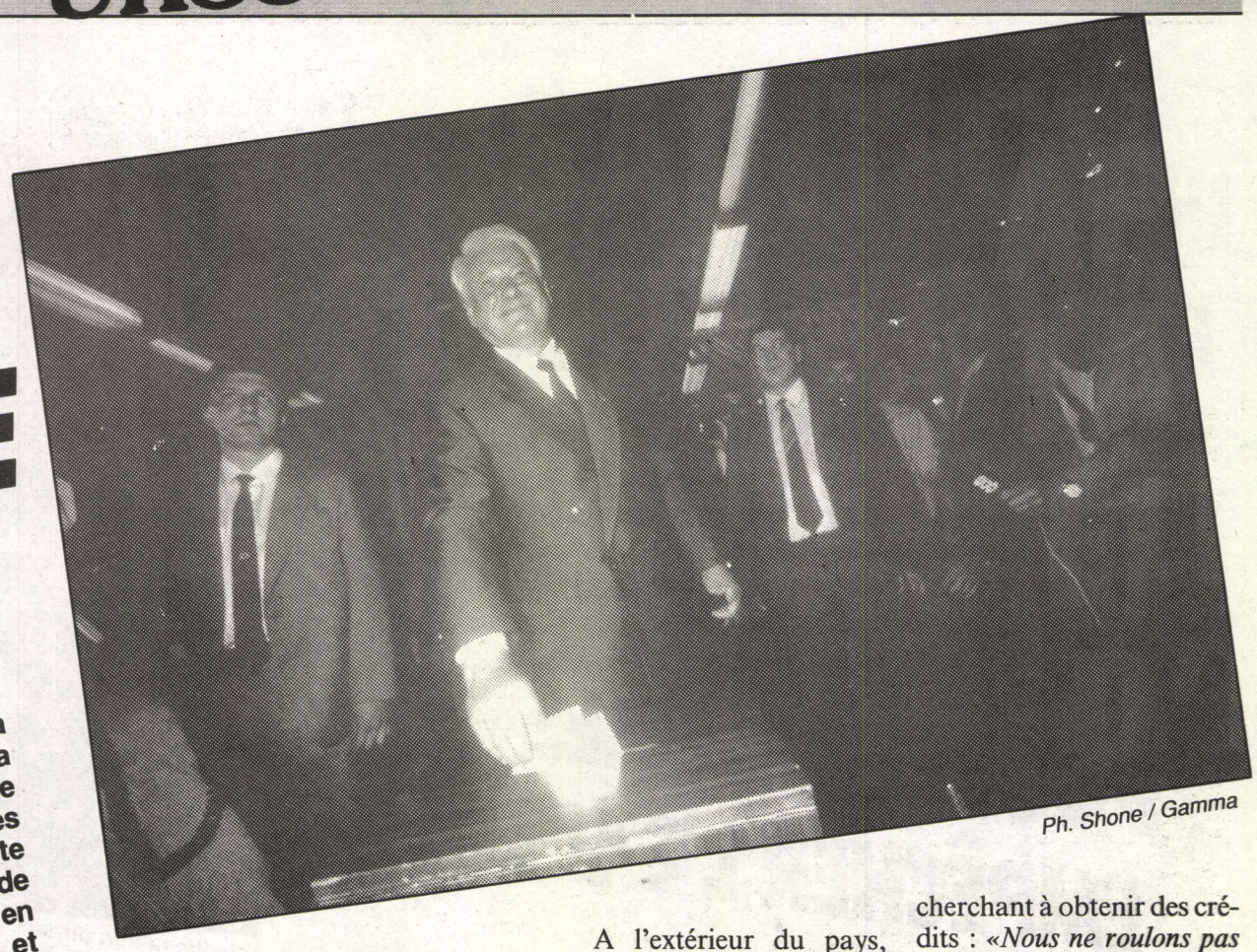
On comprend que l'extrême-gauche et la gauche, voire les «libéraux» bourgeois en Allemagne, ne cherchent pas à minimiser ce genre d'incidents. Certains journaux ont parlé à propos de cette manifestation de Dresde de *«plus grande parade nazie depuis la Seconde Guerre mondiale»*. Et les uns et les autres de se rejeter la balle, d'expliquer d'un côté – à droite – que ces résurgences nazies seraient le fruit inévitable de 40 ans de «dictature communiste» ou de l'autre – à gauche – qu'elles seraient liées au passage brutal à l'économie de marché qui a mis une partie importante de la population au chômage.

Certes, ni la dureté de la dictature stalinienne, ni ensuite l'installation soudaine et brutale de la liberté des profits n'ont contribué à rendre harmonieuses les relations sociales dans l'ancienne RDA. Et depuis quelques mois des travailleurs polonais, angolais ou vietnamiens sont la cible de propos mais aussi d'actes racistes. En avril dernier, quand le gouvernement allemand a décidé de supprimer les visas pour les Polonais, quelques dizaines de militants d'extrême-droite ont manifesté à la frontière de Frankfurt-sur-l'Oder. Le dimanche de Pâques, un jeune Mozambicain a été lynché dans un tramway à Dresde, jeté dehors et il est mort quelques jours après de ses blessures. Tout récemment, un jeune Angolais a été poignardé à la suite d'une bagarre dans un café. Ces actes racistes ont parfois été le fait de bandes organisées de «néo-nazis» qui rachètent paraît-il des armes à l'armée soviétique.

Mais ces manifestations aux cris de *«l'Allemagne aux Allemands»* ou *«Les étrangers dehors»* sont jusqu'à présent aussi isolées que tapageuses. Pour le moment, l'ouverture des frontières et le chômage surtout semblent encourager les préjugés et réactions xénophobes et racistes. De ces incidents, parfois sanglants et toujours imbéciles, à la véritable gangrène fasciste, il y a encore tout un chemin auquel on peut espérer que la classe ouvrière d'Allemagne fera barrage.

Michèle VERDIER

APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE D'ELTSINE



Ph. Shone / Gamma

Avec quelque 60 % des suffrages exprimés, Boris Eltsine a donc remporté l'élection présidentielle de Russie. Ce que la presse eltsinienne présente, en URSS, comme un raz-de-marée des «réformateurs» (ils se sont aussi fait confirmer à la tête des principales villes, dont Moscou et Léningrad) va sans doute modifier le rapport de forces, au sein des couches dirigeantes de la bureaucratie, entre les différentes fractions en présence. Et en particulier, entre un Gorbatchev, président non élu de l'URSS, et son rival, Eltsine, qui peut désormais se targuer d'une légitimité sortie des urnes.

Au niveau de la classe ouvrière et de la population travailleuse de Russie, et plus largement de l'Union soviétique, cette élection peut avoir des conséquences. En effet l'élection d'Eltsine va renforcer, politiquement au moins, le clan de la bureaucratie qui s'affiche comme le plus chaud partisan d'une instauration rapide du «marché». Elle risque aussi de peser dans le sens d'un renforcement de l'emprise de cette fraction sur certains secteurs de la classe ouvrière, emprise dont on a vu, lors de la récente grève des mineurs, qu'elle savait se faire sentir. Et elle pourrait aussi avoir pour résultat de désarmer certains travailleurs qui, confusément, cherchent à s'opposer à la politique actuelle des Gorbatchev comme des Eltsine, constatant à juste titre qu'elle est dirigée contre leurs intérêts de classe. Du moins, si ces travailleurs se laissent prendre au piège de la «démocratie» des urnes qu'on ne va pas manquer de leur opposer, pour leur faire accepter une politique qui laisse le champ libre au pillage du pays et de la population, au profit des partisans du «marché».

★ ★ ★

Contrairement à ce qu'ont affirmé les partisans d'Eltsine, et en particulier les milieux de la petite bourgeoisie, notamment dans la presse, qui soutiennent sa politique, l'élection du nouveau président russe ne va pas changer grand-chose aux maux dont souffre la population. Il n'est même pas dit qu'à brève échéance cela permette à la fraction la plus radicale des tenants du capitalisme (les prétendus «réformateurs» et autres «démocrates») d'accélérer dans les faits le rythme de ce rétablissement.

A l'intérieur du pays, parce que les forces sociales libérées qui ont interprété la «péréstroïka» comme le feu vert donné à leur appétit d'enrichissement, en se disputant les dépouilles de l'économie, morcellent le pays en autant de fiefs sur lesquels veillent des bureaucrates, jaloux de leur «indépendance», ce qui, loin de développer un «marché», l'entrave et fait régresser le pays vers autant de micro-marchés de plus en plus repliés sur eux-mêmes. Ce dont se plaignent de plus en plus les responsables des grands secteurs économiques, les bureaucrates placés à la tête des grandes entreprises. Et cela, quand bien même ils sont aussi des partisans déclarés du «marché».

A l'extérieur du pays, parce que les firmes capitalistes et les Etats occidentaux qui avaient vu dans la «péréstroïka» une promesse de plus grande ouverture à leurs capitaux, et donc à la mise en coupe réglée du pays, déchantent devant la désorganisation économique et le morcellement de l'autorité centrale en des centaines de satrapies. Et le capitalisme occidental, qui a depuis longtemps perdu le goût du risque en conservant celui du profit, estime une telle situation peu propice, sinon aux affaires, du moins à leur sécurité.

Et Eltsine, qui, fort de son résultat électoral, s'embarque pour une tournée aux Etats-Unis, risque fort de se faire répéter ce que Bush disait, le 14 juin, à des émissaires de Gorbatchev cherchant à obtenir des crédits : «*Nous ne roulons pas sur l'or, nous avons des déficits nous-mêmes et nous avons nos propres problèmes à résoudre*».

Eltsine affirmait qu'il suffisait de lui donner, en l'élisant, les moyens de s'opposer à la politique désastreuse de Gorbatchev pour qu'on voie ce qu'on allait voir. Mais, à peine élu, il changeait de ton, annonçant qu'il n'y aurait pas d'amélioration pour la population avant, au mieux, la fin 1992. En clair : la population n'avait encore rien vu, et le pire est à venir. Sauf si, comme c'est probable, la situation empire, et que cela déssille les yeux de ceux, surtout parmi les travailleurs, qui ont été tentés de prendre pour argent comptant la démagogie d'Eltsine.

Pierre LAFFITTE

LÉNINGRAD OU SAINT-PÉTERSBOURG ?

A l'occasion du scrutin du 12 juin, les autorités de la deuxième ville du pays, Léningrad, avaient organisé un «référendum indicatif» sur l'appellation de la ville. Un peu plus de 50 % des électeurs ont choisi, comme le proposait le maire «démocrate» de la ville, Sobtchak, de rebaptiser Léningrad en Saint-Pétersbourg, du nom que lui avait donné son fondateur, le tzar Pierre 1er, dit Pierre-le-Grand.

Léningrad, Pétrograd ou Saint-Pétersbourg (les trois variantes étaient soumises aux électeurs) : certes, ce n'est pas de changer le nom de la ville (ce qui n'est d'ailleurs pas encore acquis) qui modifiera la situation matérielle de ses 5 millions d'habitants. Il n'est même pas certain que cela leur donnera le change. Mais une chose est sûre : ce changement est un symbole. Celui de la haine des prétendus «démocrates», «réformateurs» et autres partisans de l'Occident capitaliste pour tout ce qui rappelle la révolution ouvrière de 1917. Car, quand bien même il n'en resterait plus que des noms de lieux ou de rues, cela ferait encore trop pour eux.

Ce sont ces gens-là qui, au sommet, dans la presse, donnent le ton. Des gens dont toute la carrière s'est déroulée à l'ombre du stalinisme, puis du khrouchtchévisme et du bréjnévisme, et qui chantent d'autant plus fort les louanges du passé tzariste et de l'Occident qu'hier, pour assurer leur position, ils se trouvaient au premier rang des chantres du dictateur du moment. Le maire de Léningrad, Sobtchak, a bâti sa carrière comme juriste de haut rang au service du ministère de l'Intérieur de Brejnev, du temps d'une répression qui menait dans les hôpitaux psychiatriques ou dans les camps de travail. Depuis, cet «homme d'ordre» n'a évidemment pas changé son fusil d'épaule, même si, à son ordre et à celui de ses pareils, il préfère désormais accoler un label prétendument «démocrate» en lieu et place d'une étiquette «communiste».

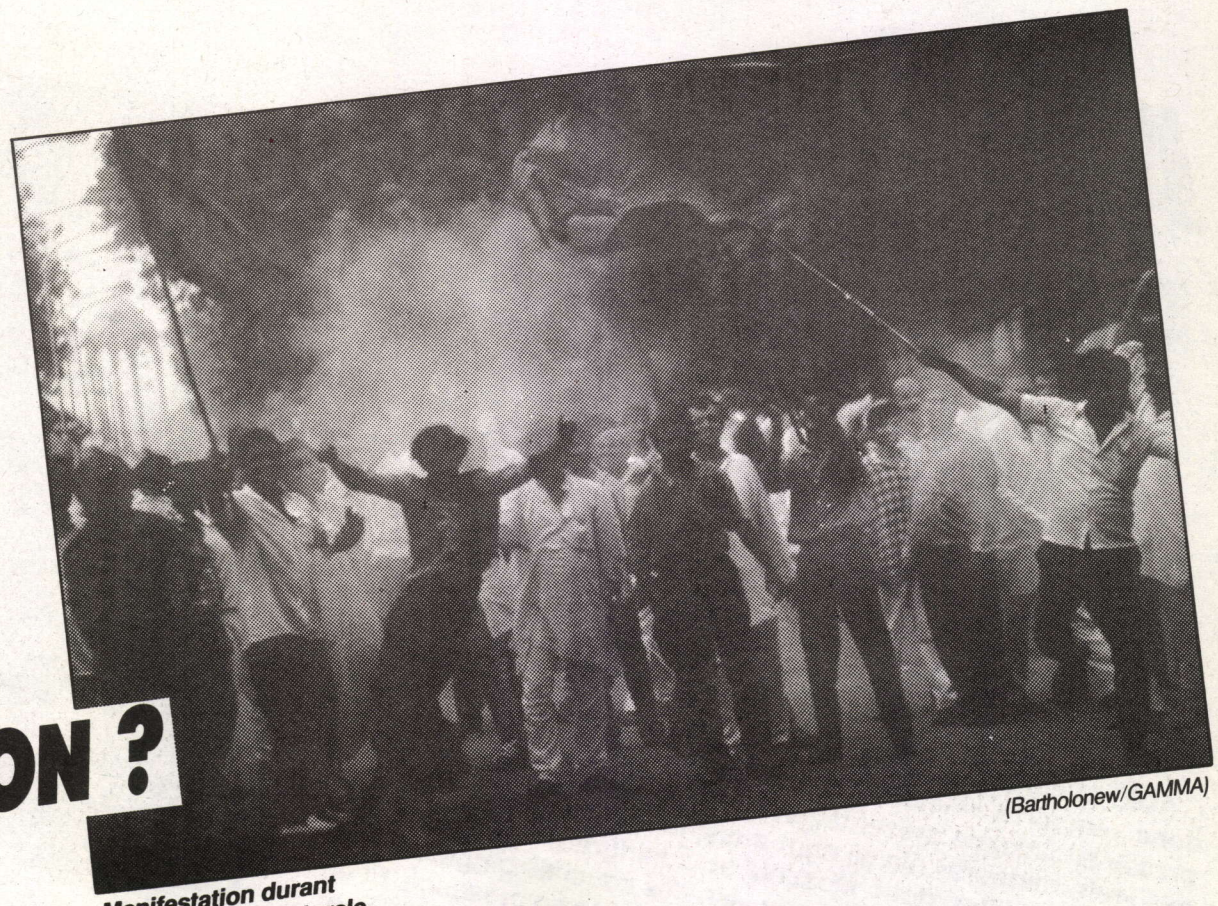
P. L.

Les révolutionnaires, les travailleurs attachés à défendre l'héritage d'Octobre savent bien que ce ne sont pas les bolchéviks qui choisirent de donner leurs noms à des villes de la jeune République des soviets. Pendant la période de la révolution, de la guerre civile ou juste après, ce phénomène resta exceptionnel, et lié généralement à la volonté de tel ou tel soviet d'honorer la mémoire d'un révolutionnaire tombé au combat. Cela se fit souvent malgré, voire contre la volonté de ces militants, de leurs camarades et de leurs proches, comme en témoignent des textes, des lettres ou des relations de discussions, notamment entre Lénine et Trotsky. En 1924 par exemple, juste après la mort de Lénine, sa veuve, Natalia Kroupskaïa, s'indigna du fait que l'on veuille transformer Pétrograd en Léningrad, l'idée même de canoniser un «chef» étant foncièrement étrangère aux dirigeants de la Révolution d'Octobre, et en premier lieu à Lénine.

C'est la bureaucratie, après la mort de Lénine, qui parsema la carte du pays du nom, d'abord, des révolutionnaires, puis du nom des chefs staliniens.

C'est de leur vivant, et à leur initiative, organisant leur propre culte, que les dirigeants de la bureaucratie, les Staline, Kirov, Ordjonikidzé, Kouïbychev et autres Brejnev ou Andropov firent appeler de leur nom des villes, des villages, des usines, des kolkhozes, des écoles ou des rues, aux quatre coins du pays.

PENDANT COMBIEN DE TEMPS ENCORE LES COMBINAISONS ET LA DÉMAGOGIE POLITICIENNES POURRONT-ELLES EMPÊCHER L'EXPLOSION ?



(Bartholonew/GAMMA)

Manifestation durant la campagne électorale.

Interrompues pour quelques semaines à la suite du meurtre de Rajiv Gandhi, les élections indiennes ont repris le 16 juin pour se poursuivre jusqu'au 22 juin.

S'il est encore trop tôt pour en connaître les résultats définitifs, il paraît probable que la situation au Parlement sera sensiblement la même qu'avant les élections.

Quoi qu'il en soit, les événements qui ont marqué le déroulement de ces élections, les quelque 500 personnes (dont 23 candidats) qui y ont trouvés la mort, montrent une fois de plus à quel point la prétendue "démocratie" indienne et les combinaisons politiciennes sur lesquelles elle repose sont incapables de faire face à une situation de plus en plus tendue et explosive.

A ce jour, ces élections ont eu lieu dans tous les Etats de la Fédération indienne, à l'exception du Kashmir, où l'armée indienne est occupée à réduire une insurrection séparatiste, et du Penjab, où elles doivent se tenir le 22 juin.

Dans ce dernier Etat, le 16 juin, fête religieuse sikh, a été marqué par deux attentats qui ont fait 74 victimes. Dans les deux cas, un train a été arrêté par un commando armé et les passagers masculins qui ne portaient pas le turban et la barbe traditionnels des Sikhs ont été mis à part et mitraillés.

LA SITUATION AU PENJAB

Au cours de la seule année écoulée, les affrontements inter-communautaires auraient fait plus de 3000 morts au Penjab, selon les autorités.

Cette polarisation religieuse opposant Sikhs, hindous et musulmans n'est sans doute pas nouvelle. Mais elle a pris des proportions sans précédent au cours de ces dernières années. Et si elle s'est nourrie sans aucun doute de la pauvreté croissante de la population, elle s'est aussi creusée à cause des manœuvres politiciennes du régime d'Indira Gandhi, promettant monts et merveilles aux Sikhs pour s'en faire des alliés contre le mécontentement des couches pauvres de la population. Ce sont ces manœuvres démagogiques qui conduisirent aux affrontements sanglants autour du Temple d'Or en novembre 1984, affrontements qui donnèrent aux mouvements intégristes une légitimité qu'ils n'avaient jamais eue jusqu'alors.

Sans doute Indira Gandhi paya-t-elle cette démagogie de sa vie, puisque ce fut un de ses gardes du corps sikhs qui l'assassina. Mais le fruit de sa politique lui a survécu.

Les élections.

(Bartholonew/GAMMA)

LES ORIGINES DE LA POUDRIERE TAMOULE

D'une certaine façon, c'est la même politique qui a conduit au même résultat dans l'Etat de Tamil Naḍu, dans le sud du pays. Etat où Rajiv Gandhi a été assassiné en mai par un commando suicide de la gérilla tamoule.

La population du Tamil Nadu est constituée en grande majorité de Tamouls et c'est de cette région qu'est originaire la minorité tamoule du Sri Lanka. Lorsque les premiers affrontements éclatèrent au Sri Lanka entre Tamouls et Ceylanais, le Parti du Congrès entreprit de flatter les sentiments nationalistes tamouls en aidant et en armant ouvertement les guérillas tamoule du Sri Lanka et en particulier leur organisation la plus importante, celle dite des "Tigres tamouls". Cela rapporta des voix au Parti du Congrès tout en faisant taire les revendications économiques des mécontents.

Seulement la situation de guerre civile au Sri Lanka finit par prendre de telles proportions qu'elle en devint un problème, tant sur le plan économique que politique. Et lorsque le gouvernement de Colombo entreprit une offensive générale contre les guérillas tamoules, Rajiv Gandhi envoya l'armée indienne.

Une fois encore, ce fut la minorité tamoule qui en fit les frais, donnant du même coup une toute nouvelle légitimité aux nationalistes tamouls revendiquant l'indépendance d'un grand Etat tamoul englobant le sud de l'Inde et le nord du Sri Lanka.

A son tour, Rajiv Gandhi a payé sa démagogie de sa vie. Mais le mouvement indépendantiste tamoul demeure, et cette fois-ci non plus seulement limité au Sri Lanka, mais gagnant de plus en plus les régions tamoules du sud de l'Inde.

Ce ne sont là que deux exemples, les plus criants. Et il y en a d'autres, comme le fait qu'au cours de ces élections le BJP, l'aile politique du mouvement intégriste hindou, semble bien avoir balayé toutes les autres forces politiques dans l'Etat d'Uttar Pradesh, le plus peuplé des Etats indiens, qui représente à lui seul un sixième de la population du pays.

Alors, ces élections paraissent bien dérisoires. Sans doute permetront-elles à une caste politicienne de prétendre détenir la légitimité du pouvoir et de se servir de l'énorme machine de l'Etat indien pour imposer ses propres privilèges et ceux des capitalistes locaux et internationaux à une population de plus en plus nombreuse et misérable. Mais qui, en Inde, peut-elle encore tromper, cette légitimité ?

François ROULEAU

FIN DE L'APARTHEID... IL NE RESTE PLUS QU'À EN TERMINER AVEC LA SÉGRÉGATION ENTRE BLANCS ET NOIRS

L'Apartheid en 1976.

Ph. Borchgrave / Gamma

La fin de l'Apartheid : c'est ainsi qu'a été saluée partout l'abrogation, le 17 juin, de la loi sur les classifications raciales par le Parlement blanc d'Afrique du Sud.

Un vote acquis par 89 voix contre 38 et 11 abstentions. Plus du tiers des députés blancs sont donc toujours partisans de diviser et parquer la population du pays entre Blancs, Indiens, Métis et Noirs, ces deux derniers groupes étant eux-mêmes divisés en près d'une vingtaine de sous-groupes. Comme toujours, la folie raciste s'était doublée là-bas d'une imbécillité ubuesque.

LA FIN DE L'APARTHEID

Quelques jours auparavant, le 5 juin, ont été abolies les deux autres lois piliers de l'Apartheid : celle sur la terre, qui réservait la propriété de 87 % du territoire aux Blancs, et celle sur l'habitat, qui imposait aux non-Blancs des zones de résidence particulières, ce qui a amené la création des fameux townships, dont Soweto est le plus fameux.

En théorie donc, les Sud-Africains sont donc maintenant à égalité sur tous les plans devant la loi. Sur tous les plans... sauf le plan politique, sauf celui du pouvoir.

Car c'est toujours un Parlement blanc, élu par les seuls Blancs, qui vote les lois... même celles qui abolissent les privilèges des Blancs. Il y a bien deux autres Chambres, indienne et métisse, mais elles comptent pour du beurre. Et surtout c'est toujours la minorité blanche qui détient le gouvernement, qui dirige la police, l'armée, toute l'administration du pays, exactement la même machine qui pendant 40 ans a mis sur pied l'Apartheid puis en a été le garant.

Certes, des négociations pour une nouvelle constitution vont avoir lieu dans les mois qui viennent entre le gouvernement et les opposants anti-Apartheid, en particulier l'ANC de Nelson Mandela. D'une manière ou d'une autre, à l'avenir, des droits politiques formellement égaux seront très certainement reconnus à tous les Sud-Africains.

LE PARI DE DE KLERK

Mais en attendant, en réussissant à garder le pouvoir tout en sortant le pays de l'Apartheid, le gouvernement de Frederik De Klerk est en passe de réussir son opération politique : mettre fin à toute ségrégation formelle, qui était devenue intenable, pour laisser dans les mains de la bourgeoisie actuelle, qui est blanche, la domination sociale et le véritable pouvoir économique et politique.

Si c'est l'Etat de l'Apartheid qui mène le jeu jusqu'à la fin, c'est-à-dire qui dirige jusqu'au bout l'abolition de l'Apartheid, c'est lui aussi qui dirigea la société post-Apartheid.

Bien sûr, dans le futur Parlement, il y aura des députés noirs, une majorité certainement ; mais ils viendront s'ajouter aux Blancs déjà en place. Dans la police ou l'armée il y aura des Noirs, il y en a déjà, y compris des officiers ; mais ils viendront s'ajouter aux Blancs déjà en place. Même chose pour toute l'administration. Tout l'appareil d'Etat apparaîtra d'une couleur beaucoup plus foncée, mais ce seront les mêmes qui continueront à diriger réellement. Et à diriger au profit des mêmes aussi, c'est-à-dire la bourgeoisie blanche actuelle, qui fera sans doute une petite place en son sein à de nouveaux bourgeois noirs, bien que moindre sans doute que dans l'appareil d'Etat, car il est plus difficile d'entrer réellement dans la classe dominante que parmi ses serviteurs.

Il n'y aura plus d'Apartheid, mais il y aura toujours une société de classes, comme aujourd'hui. Et comme aujourd'hui, non pas dans la loi mais dans les faits, la couleur de la peau distribuera la majorité des gens dans les couches privilégiées ou au contraire dans la majorité des pauvres et des exploités.

Voilà le pari politique fait par De Klerk et le Parti National au pouvoir, celui-là-même qui avait instauré l'Apartheid en prenant le pouvoir en 1948.

En faisant ce pari, il y a deux ans, ou même quelques années avant, ils n'avaient guère le choix. Depuis 1976 au moins, depuis la révolte de la jeunesse noire de Soweto, la population non-blanche était en état de révolte permanente. En 1984, 1985 et 1986, pendant plus de deux ans, ce fut une quasi-insurrection de la majeure partie du pays. L'Apartheid le rendait ingouvernable. Et la bourgeoisie du monde entier, par les boycottages ou les embargos à l'encontre de l'Afrique du Sud, intimait dès lors l'ordre au gouvernement de trouver une solution.

LES OPPRIMES NOIRS ET LEURS ENEMIS

De Klerk va-t-il finalement gagner son pari ?

En tout cas, il reçoit de l'aide pour le faire.

Celle de l'impérialisme et de la bourgeoisie internationale. Dès les premières mesures abolissant certaines lois ségrégationistes, il y a deux ans, celles mettant fin à "l'Apartheid mesquin" dans les lieux publics, le boycottage s'est fait moins dur (il n'a jamais été complet ni strictement obervé, bien sûr, mais il fut une réelle gêne pour l'économie sud-africaine). Aujourd'hui, sans attendre les négociations sur la nouvelle Constitution non raciste, Communauté Européenne, Japon, Etats-Unis annoncent qu'ils vont lever les principales mesures de boycottage.

Celle d'une fraction des politiciens noirs aussi. Le plus fameux est Buthelezi qui, en dressant son mouvement, l'Inkatha, et avec lui une bonne part de la population zouloue, contre l'ANC et les autres ethnies, procure une bonne marge de manœuvre au gouvernement De Klerk. Celui-ci apparaît ou même devient l'arbitre entre deux parties de la population noire qui se livrent une véritable guerre, qui a fait des milliers de morts en quelques années.

Celle enfin de l'ANC lui-même. Celui-ci n'a pas seulement, en tendant d'imposer son hégémonie sans discussion à la population noire, braqué et parfois repoussé dans les bras du gouvernement une fraction de celle-ci. L'ANC a abandonné toute politique de réelle mobilisation des masses noires pour ne plus miser que sur les négociations avec le gouvernement. Par là, l'ANC a indiqué clairement que sa seule perspective était de partager le pouvoir avec ce gouvernement... c'est-à-dire de le laisser en place, même si c'est en partageant avec lui.

S'ils veulent que la fin de l'Apartheid soit aussi la fin de la ségrégation sociale, économique et même raciale, les opprimés d'Afrique du Sud devront reprendre les choses en main, contre le régime bien sûr, mais aussi contre nombre de faux amis de toute sorte.

Jacques MORAND

LUTTE DE CLASSE
ÉTÉ 1991 N° 40

- **FRANCE :** Le vieux piège du "nouveau langage", le manifeste des "réformateurs".
- **AFRIQUE :** Le multipartisme n'est pas la fin des dictatures.
- **UNION SOVIETIQUE :** Pendant que les chefs politiques préparent le rétablissement du capitalisme, la bureaucratie pille et ruine l'économie.
- **GRANDE-BRETAGNE :** La politique anti-ouvrière du Parti Travailliste
- **GUADELOUPE :** Le projet de statut du GRS : une adresse aux travailleurs, ou aux notables ? Le point de vue de Combat Ouvrier.

Envoi contre 12 F en timbres.

SAINT-OUEN SUR KOWEIT ?

Visible de toute l'agglomération parisienne, vendredi 14 juin, un énorme panache noir a, pendant plusieurs heures, averti les Franciliens que quelque chose d'anormal venait de se passer. Anormal, mais sûrement pas inévitable, l'incendie qui s'était déclaré sur l'aire de stockage de Total, dans les docks de Saint-Ouen, en banlieue nord.

(AFP)

Il a fallu pas moins de quinze casernes de pompiers (7 d'entre eux étant blessés, dont deux grièvement) pour venir à bout d'un incendie qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques. Car ces entrepôts, en bordure de Seine et dans une zone autrefois essentiellement industrielle, se trouvent entourés de quartiers ouvriers. Les usines sont parties, mais les logements populaires de Saint-Ouen et de la commune voisine de Clichy, eux, sont restés. A tel point que, pour prévenir les risques d'intoxication, voire d'extension de l'incendie, les pompiers durent faire évacuer 2 500 personnes.

Si cela a, évidemment, ému une population qui ne se savait pas aussi exposée, dans la presse et sur les radios ce n'est pas à elle que l'on a donné la parole, mais au maire (PS) de Clichy, qui s'est empressé d'accuser la municipalité (PCF) de Saint-Ouen de maintenir une zone industrielle dangereuse à ses portes ; ou plutôt, à proximité d'une ex-zone industrielle (usine Citroën de Clichy) que la municipalité de Clichy a entrepris de couvrir de bureaux de standing, ledit standing risquant d'en prendre un coup dans son image de marque !

Ecologiste de service au gouvernement, Brice Lalonde devait être absent ce jour-là. En tout cas, on ne l'a pas vu partir en guerre pour la qualité de la vie dans cette banlieue ouvrière et contre les pétroliers.

Quant aux responsables de Total, ils ont préféré se fendre d'un bref communiqué, expliquant en substance qu'ils occupaient ces docks depuis le début du siècle et que, s'ils devaient y renoncer, eh bien ! ils seraient contraints d'acheminer leur pétrole par camions dans toute l'agglomération.

Si on comprend bien, on a le choix : ou une grosse bombe sur les docks de Saint-Ouen, ou des minibombes dans les rues de l'agglomération. Il y a sans doute d'autres solutions mais, depuis le début du siècle, Total n'a pas eu le temps d'en trouver. A moins que Total n'attende que des sociétés de cinéma et de télévision viennent y tourner un film sur l'incendie des puits de pétrole lors de la récente guerre du Golfe... Un scoop sous forme d'un leurre – presque aussi vrai que nature.

En tout cas, une histoire qui n'enflamme pas les riverains.

P. L.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE À BOURGES
DIMANCHE 30 JUIN
Jardin des Prés-Fichaux

Augmentations annoncées

L'EAU, C'EST DE L'OR

A côté des grosses ponctions gouvernementales sur la Sécu ou le forfait hospitalier, il existe des augmentations de prix annoncées qui sont pour le moment passées quelque peu inaperçues.

Ainsi l'électricité devrait augmenter de 1,6% environ le 1er juillet. Pas l'électricité elle-même, mais la TVA sur les taxes locales. Cet impôt sur une taxe se fait, paraît-il, au nom de "l'harmonisation européenne". L'Europe a bon dos, et le consommateur plein le dos !

Mais ceci est encore peu de chose, à côté de ce qu'on annonce comme augmentation du prix de l'eau : 30 à 40% dans les prochaines années.

Cela résulte de l'autorisation qu'a accordée Edith Cresson aux "agences de bassin" de doubler leurs investissements afin d'épurer l'eau. Investissements qui atteindraient 81 milliards en cinq ans. Nul n'ignore, surtout depuis l'été dernier et les pollutions dues aux engrais chimiques, qu'il existe un sérieux problème de l'eau en France. Et il est bien évident qu'il faut purifier les eaux usées et que cela coûtera de l'argent.

Mais pourquoi est-ce que se serait aux consommateurs de payer ?

Ils ne sont tout de même pas responsables de la pollution par les engrais. Et même les agriculteurs, qui pourtant répandent ces engrais, ne sont pas les vrais responsables, mais bien les trusts qui fabriquent lesdits engrais (dont ils connaissent parfaitement la nocivité) avec l'accord des autorités. Pourquoi ne pas avoir annoncé, il y a vingt ans, il y a trente ans : "Attention, nous comptons utiliser massivement des engrais, en particulier des nitrates, mais cela se fera au détriment de l'environnement, et finira par coûter très cher" ? Ces conséquences, parfaitement prévisibles, (et qui étaient d'ailleurs visibles dans d'autres pays) ont été dissimulées à l'opinion, qu'on cherche aujourd'hui à rendre responsable en lui tenant ce raisonnement : "Vous voulez des produits agricoles, n'est-ce pas ? C'est donc pour vous qu'on pollue".

Les consommateurs ne sont pas davantage responsables des pollutions industrielles, et en particulier des "métaux lourds" et terriblement toxiques qu'on trouve de plus en plus dans les eaux. On pourrait tout de même savoir d'où proviennent les rejets, et sanctionner les industriels responsables, de telle manière qu'ils n'aient plus envie de recommencer !

Il reste les pollutions "domestiques", celles qui proviennent des lessives en particulier. Mais là aussi, les utilisateurs, ne sont pas responsables de ce que leur vendent les trusts de la chimie, qui savent parfaitement ce qu'ils mettent dans leurs poudres et quelles en sont les conséquences.

Pourtant, il faudra donc payer, et très cher. Mais l'argent, comme l'eau, circule. Et si certains payent, d'autres encaissent. Le journal *Les Echos* constate que les investissements annoncés constituent *"un appel d'air colossal pour les spécialistes du traitement des eaux. La Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux n'ont pas de soucis à se faire pour les cinq ans à venir"*.

(AFP)

Pas de soucis à se faire ? Sauf si le consommateur se révolte, en ayant marre qu'on le prenne pour une cruche !

André VICTOR

LES CHEMINOTS DE LA MANŒUVRE EN GRÈVE À MARSEILLE

La grève des agents de l'Equipement de Marseille par certains aspects en rappelle une autre : en novembre 1981 des agents de l'Equipement, qui sont en quelque sorte les manœuvres du chemin de fer, ont, comme aujourd'hui à Marseille, fait grève avec occupation des voies du côté de Lyon pour revendiquer une augmentation de salaires également. Mais c'était alors un autre contexte : le début de la gauche au gouvernement.

Aujourd'hui la gauche est au pouvoir depuis des années, et le PC ne l'est plus depuis longtemps. Mais le problème des salaires, qui sont de plus en plus en retard à la SNCF comme ailleurs, est toujours plus aigu. C'est celui de tous les cheminots, de tous les travailleurs. Et c'est pourquoi d'ailleurs la direction SNCF ne veut pas céder, même sur une revendication locale.

Mais ce que quelques dizaines ou quelques centaines de cheminots ne peuvent peut-être pas obtenir seuls n'est sans doute pas hors de portée des 200 000 travailleurs de la SNCF. Et même probablement une augmentation de salaires bien supérieure à celle réclamée par les cheminots marseillais.

Atelier de matériel SCNF (Châtillon - 92)

LA DIRECTION A RECULÉ

Après trois mois de mobilisation à l'atelier matériel SNCF de Châtillon-Haut, chargé de l'entretien des TGV Atlantique, la direction a dû reculer.

En effet, mi-mars, la direction annonçait la mise en place prochaine d'horaires décalé à Châtillon-Haut. A Châtillon-Bas (l'autre partie de Châtillon), l'atelier tourne déjà en 3 × 8. Personne n'était d'accord pour accepter le décalé imposé autoritairement par la direction. Mais, au départ, l'atelier était divisé sur ce qu'il fallait imposer à la direction : d'un côté il y avait ceux qui refusaient le décalé et exigeaient de rester en normale. C'était en général les plus anciens de l'atelier ; de l'autre il y avait ceux qui acceptaient le décalé à la condition que la direction donne des compensations.

Les premières assemblées générales virent s'affronter les cheminots, la CGT appuyant la partie qui voulait rester en normale en accusant même les autres d'être manipulés par le patron.

Dans cette ambiance tendue, si nous voulions que les uns et les autres aient satisfaction, il fallait tenter d'unifier l'atelier derrière une seule revendication. Les gars, au début sceptiques sur la possibilité d'imposer des horaires différents au sein d'une même équipe, rallièrent cette position. Une délégation de 12 cheminots, représentant les différents secteurs de l'atelier et les deux avis, fut élue pour recenser les conditions que l'atelier exigeait pour accepter le décalé. La synthèse faite, la délégation convoqua une A.G. pour que tous ensemble nous décidions des conditions que nous allions poser à la direction, conditions qui furent votées par l'A.G. :

- changement d'horaires et passage en décalé uniquement au volontariat ;
- pour ceux qui aceptent le décalé, compensations de 600 F uniforme par mois sur 12 mois et récupération de la soirée du vendredi ;
- la dispo uniquement au volontariat et seulement en remplacement d'agents absents. (Equipe en normale et qui fait les remplacements de la matinée et de la soirée).

Ces conditions unifiaient l'atelier face à la direction.

Cette dernière, tout en se disant prête à négocier, préparait un nouveau roulement qui ne satisfaisait personne, ni ceux qui voulaient rester en normale, ni ceux qui acceptaient le décalé sous conditions.

La direction ne cédant pas, l'A.G. du jeùdi 7 juin décida de refuser le décalé qui devait débuter le lundi 10. Il fut décidé de faire un piquet de grève à 6 h 30. A 6 h 30, il y avait 20 cheminots au piquet, moitié des militants syndicaux, moitié des travailleurs du rang. Au fur et à mesure, le piquet a grossi ce qui entraîna les hésitants à rester.

A l'A.G. qui suivit tout le monde avait le moral, contents d'être nombreux. Nous sommes d'abord allés voir tous ensemble la direction qui proposait de rouvrir les négociations. A quoi nous lui avons répondu *«oui, si vous suspendez le décalé»*. Puis ce fut l'occupation de l'OCTGV, le poste de commandement de tout le trafic de Châtillon, où les chefs s'étaient enfermés. Plus aucun TGV ne pouvait entrer ou sortir de l'atelier. L'occupation dura trois heures. La direction prit les noms en laissant entendre qu'il y aurait des sanctions, voire des poursuites judiciaires ; elle fit venir un huissier, essaya de franchir le piquet qui empêchait tout accès aux boutons d'aiguillage... Il y eut des trains annulés, d'autres retardés. Finalement, devant notre détermination, la direction a accepté de suspendre le décalé pour une semaine et d'entamer des négociations. Elle prit également l'engagement, devant tout le monde, qu'il n'y aurait aucune sanction. C'était un premier recul.

A l'A.G. du mardi 11 juin qui précédait la réunion avec la direction, la délégation fut élue. Elle comprenait, en plus de délégués syndicaux, quatre travailleurs, puis sept à l'A.G. du mercredi, et cela malgré l'opposition de la CGT.

Vendredi 14 juin, l'A.G. accepta les propositions de la direction. Elles ne sont pas négligeables puisque les cheminots à Châtillon avant 1987, et qui veulent rester en normale, le peuvent dès aujourd'hui, ou en novembre au plus tard. Pour les autres, cela se fera au fur et à mesure des embauches.

Pour ceux qui acceptent le décalé, la direction accorde entre 260 et 350 F de compensations financières ainsi qu'une prime de démarrage de 500 F. Elle accorde la soirée du vendredi.

La journée de grève du 10 juin est payée. Et les apprentis SNCF de Châtillon qui sont recrutés dans toute la France pourront demander leur mutation en province sans attendre cinq ans comme on le leur imposait jusque-là.

C'est une victoire que nous devons à notre détermination, à notre unité dans nos revendications et à la démocratie à la base dans l'organisation.

Correspondant LO

A Marseille le trafic SNCF grandes lignes et banlieue passe par la gare Saint-Charles. Mais depuis presque deux semaines la gare est déserte. Seuls les guichets fonctionnent mais les quais, les salles d'attente sont vides. Sur les voies ne stationnent que deux trains immobiles avec leurs portes closes, ainsi qu'un train postal immobile lui aussi.

Les trains passent par la toute petite gare de La Blancarde, qui n'a jamais vu se presser autant de voyageurs entre ses jardinets et ses petits bâtiments. Encore une grande partie du trafic banlieue n'est-elle pas assurée. La SNCF fait circuler entre la gare Saint-Charles et celle de La Blancarde toute une armada de bus qu'elle a loués entre autres à la RTM (bus et métro de la ville) pour une somme qui s'élèverait à 200 000 F par jour, d'après un gréviste. De quoi satisfaire très largement la revendication des grévistes.

C'est la grève des 270 agents SNCF à la manœuvre et au mouvement qui a occasionné ce bouleversement. La CGT, la CFDT et des non-syndiqués participent à cette grève.

Quand on discute avec les cheminots du piquet de grève, voici ce qu'ils expliquent : ils demandent une indemnité de panier de 25 F par jour, parce que c'est une revendication identique pour les agents quel que soit leur niveau. Alors qu'une augmentation en pourcentage favoriserait les gros salaires. Le fond de la question c'est que les salaires sont beaucoup trop bas : un jeune en trois × huit qui commence ne touche que 5 200 F net par mois y compris le paiement des nuits, samedi, dimanche et jours fériés. Mais, pensent-ils, la revendication sur le salaire de base se situe au niveau du gouvernement, en revendiquant la simple prime de panier cela pourrait se régler à l'échelon de la direction de la région du Sud-Est.

Mais au cours des trois rencontres entre des délégations de grévistes et la direction, celle-ci a proposé des miettes infimes du genre de 90 F par mois. Elle a déclaré qu'elle avait *"fait le maximum"* et a fait venir les CRS à deux reprises. Puis elle a assorti ses propos de chantage et de menaces, disant que si la grève ne cessait pas elle ne paierait les jours de grève d'aucune façon, fut-ce en partie et qu'elle prendrait des sanctions.

Ce qui n'a pas empêché les travailleurs de continuer leur grève. Le mardi 18 juin était le treizième jour de grève dont neuf avec occupation des voies.

Cette grève prouve en tout cas que sans le travail pénible et habituellement invisible des ouvriers de la manœuvre et du mouvement, on ne verrait passer sur les voies ni les TGV oranges ni les longs trains de marchandise, ni le reste.

A croire que plus l'on est utile au fonctionnement de cette société plus le salaire est bas.

Correspondant LO

EDF-GDF

La grève du 11 juin

Le 11 juin dernier, l'ensemble des syndicats (CGT – CFDT – FO – CGC – CFTC) appelaient les gaziers et les électriciens à la grève contre la remise en cause du monopole de l'approvisionnement et la distribution du gaz.

Ce jour-là, le Sénat avait prévu d'examiner le projet de loi sur «l'administration territoriale» déjà votée par l'Assemblée nationale. Dans celui-ci figure l'amendement Derosier-Lagorce (députés PS) qui permettrait aux communes non desservies en gaz de pouvoir faire appel à d'autres services que ceux de GDF. Que l'amendement soit voté, et c'est donc la remise en cause du monopole que possède GDF en ce qui concerne le transport de gaz naturel et la distribution, depuis 1946.

Si le réseau de distribution d'électricité touche pour ainsi dire l'ensemble du pays, il n'en est pas de même pour ce qui est du gaz. Un nombre important de communes ne sont pas desservies (celle d'un des auteurs de l'amendement, par exemple), GDF considérant la mise en place du réseau trop chère, donc pas rentable.

La direction EDF-GDF s'est déclarée hostile à la remise en cause de ce monopole. Cela dit, elle ne change pas pour autant sa politique quant à ses choix de développement du réseau gaz.

Les syndicats, eux aussi, dans leur totalité, sont aussi pour le monopole. Et c'est donc pour sa défense qu'ils ont appelé à une journée nationale d'action (souvent la grève), mélangeant la défense du monopole et celle du service public.

Cette journée a été largement suivie (40,7 % selon la direction, 60 % selon la CGT). Pour les gaziers et les électriciens, c'était l'occasion de manifester leur inquiétude sur leur avenir, mais aussi leur mécontentement par rapport aux dégradations des conditions de travail qu'ils subissent depuis que la direction a mis tous les centres en «réforme de structure».

Maintien du monopole ou pas, pour les travailleurs du gaz et de l'électricité, le problème est de se battre pour leurs revendications : à savoir les salaires et les effectifs. C'est cela, défendre à la fois les intérêts des travailleurs de l'EDF et de GDF, et ceux des usagers.

Correspondant LO

EDF - Paris Centre

Des incidents à répétition qui déclenchent la grève

Depuis le mois de juin de l'année dernière, le centre EDF-GDF de Paris-Centre est en "réforme de structure". Qui dit "réforme" dit baisse des effectifs et, à partir de là, mise en place d'une organisation du travail dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle aggrave nos conditions de travail de façon désastreuse, d'autant plus que la direction économise aussi sur les moyens et matériels et sur l'outillage.

En ce qui concerne le Service Technique Electricité de ce centre, la "réforme" a été mise en application au mois de janvier 1991. Bien sûr, ici aussi les effectifs ont diminué, passant de 400 à 200 en deux ans.

Depuis cette date, c'est trop souvent que des incidents se produisent sur le réseau du fait de cette organisation (désorganisation plutôt), mettant parfois en péril la vie des agents.

C'est pour cette raison que, depuis le jeudi 30 mai, les agents intervenant sur le réseau se sont mis en grève suite à 3 incidents qui heureusement n'ont pas faits de victimes. Avec la mise en place de nouveaux horaires plus astreignants, des suppressions de primes, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Au moment où nous écrivons, les agents du groupement d'intervention (GIP) directement concernés par ces incidents sont toujours en grève, bien qu'une partie des agents aient repris le travail. Ils tiennent à imposer à la direction une autre organisation du travail avec des effectifs supplémentaires.

Collège République (Bobigny - 93)

Contre la dégradation des conditions d'enseignement

UNE SEMAINE DE GRÈVE

Pendant une semaine, du lundi 10 au vendredi 14 juin, l'ensemble des enseignants du collège République à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, s'est mis en grève et a occupé l'établissement pour protester contre des conditions de travail et d'enseignement de plus en plus dures, contre les suppressions de postes et l'instauration d'heures supplémentaires que le ministère veut imposer pour la rentrée 1991.

La grève à République a fait couler beaucoup d'encre et nous avons eu droit à la visite de nombreux journalistes. Pensez-donc : juste après les événements de Mantes-la-Jolie, une grève d'enseignants dans une banlieue «à problèmes», une commune ouvrière avec un «fort taux» d'habitants et donc d'élèves immigrés !

Mais le problème n°1, et c'est à l'unanimité que nous l'avons dénoncé, c'est la politique du gouvernement visant à mettre en place ce qu'il appelle de «nouvelles structures» qui se traduisent en fait par des suppressions de postes et des sureffectifs dans des classes déjà très chargées. Au collège République, il y a près de 1 000 élèves, mais il n'y a que 3 surveillants par jour et une seule infirmière pour les soins (le poste de secrétaire médicale ayant déjà été supprimé).

Alors jeudi 6 juin, le ras-le-bol a éclaté après une altercation mouvementée entre un enseignant et un élève, faisant suite à une agression d'un autre prof par un jeune extérieur à l'établissement.

Après nous être réunis en assemblée générale, à quarante sur une soixantaine de professeurs exerçant dans l'établissement, nous avons décidé de nous mettre en grève à compter du lundi 10 juin et établi nos revendications : refus des suppressions de postes, augmentation des effectifs et des ressources du collège par le classement en ZEP, Zone d'Education Prioritaire, création de nouveaux postes de surveillants. Une lettre a été adressée aux parents d'élèves et à tous les collèges de Seine-Saint-Denis qui subissent une dégradation identique.

Le représentant de l'Inspection académique, informé, n'a rien voulu savoir, répondant : *«Vous me dérangez»*. Aussi lundi 10, la grève était effective. Ce monsieur a alors changé d'avis dès le lendemain, après que la télé a parlé de la grève. Il a invité une délégation, et après avoir pleurniché sur l'absence de moyens à sa disposition, il nous a royalement proposé 1/3 de poste de surveillant ; et encore, en disant qu'il le retirerait d'ailleurs !

Au ministère, où nous nous sommes rendus jeudi 13 juin à une trentaine d'enseignants de République accompagnés d'une dizaine de deux autres communes de Seine-Saint-Denis, Stains et Villetaneuse, le représentant du ministère nous déclara que le problème était beaucoup plus compliqué que nous le pensions et que *«le dossier serait étudié»*.

Le soir, nous nous sommes réunis à plus de 300, enseignants, parents et élèves, pour discuter de la grève. Vendredi 14, l'AG des professeurs a décidé la suspension de la grève jusqu'au 20 juin, dans l'attente de la réponse du ministère. Décision a été prise de repartir en grève si rien ne vient à cette date. Affaire à suivre donc...

Correspondant LO

LES INFIRMIÈRES-ANESTHÉSISTES NE SE LAISSENT PAS ANESTHÉSIER

Le mouvement des infirmières spécialisées en anesthésie et réanimation, les ISAR, en est à sa cinquième semaine. Il touche surtout l'Ile-de-France. Cependant, des hôpitaux d'autres régions y participent aussi.

Lors de la manifestation du jeudi 13 juin à Paris, on remarquait par exemple des banderoles de la région Rhône-Alpes, d'Angers, d'Amiens, de Nantes et de Vannes. Ce jour-là, un demi-millier d'infirmières-anesthésistes sont à nouveau allées réclamer au ministère de la Santé la revalorisation de leur salaire. Pour cela, elles font valoir les deux années d'études supplémentaires qu'elles effectuent pour se spécialiser, après le diplôme normal d'infirmier. Elles veulent une grille indiciaire spécifique, au-dessus de celle de l'ensemble des infirmiers. C'est une revendication mise en avant depuis plusieurs années par leur syndicat catégoriel et par la Coordination des infirmiers-anesthésistes.

Il y a quelques mois, à la suite des accords Durafour, les infirmières-anesthésistes ont obtenu une bonification indiciaire (environ 650 F brut par mois), en même temps que d'autres hospitaliers spécialisés. Mais il ne s'agit en fait que d'une prime, ne comptant presque pas pour la retraite. Avec raison, elles réclament son intégration dans le salaire de base. Dans les discussions et les assemblées générales, elles justifient souvent leurs revendications salariales en mettant en avant les responsabilités qu'elles assument. Elles racontent par exemple que, par manque de médecins-anesthésistes, elles effectuent souvent seules les anesthésies. De quoi faire frissonner de futurs opérés !

Selon les hôpitaux, la mobilisation est variable. Voici l'exemple d'un hôpital de l'Assistance Publique où le mouvement est bien suivi : le CHU de Bicêtre. D'après les chefs de service, les programmes opératoires n'ont été réalisés qu'à 40 % ces deux dernières semaines. Deux ISAR ont été réquisitionnées au début du mouvement, puis quatre la semaine du 11 au 16 juin, les opérations non urgentes repoussées devenant parfois urgentes. Mais ce sont surtout les médecins qui font une partie du travail des ISAR. Lundi 17 juin, du fait du début de la grève des médecins-anesthésistes pour leurs propres revendications, seules cinq salles sur douze étaient ouvertes, au bloc opératoire. Une dizaine de malades seulement étaient programmés (en temps normal, quarante à cinquante personnes sont opérées chaque jour). La direction, elle, commence à parler de retenues sur salaire : quatre jours de grève seraient déduits. Les autres personnels du bloc (une centaine de personnes environ) prennent plutôt le parti des ISAR et regardent le mouvement avec sympathie. Mais dans le reste de l'hôpital, la grève reste confidentielle, les ISAR ne cherchant pas spécialement à mettre les autres catégories de personnel dans le coup. C'est la limite de ce mouvement.

Victimes de la politique générale dans la Santé, les ISAR ont depuis longtemps choisi, à juste titre, de ne pas subir sans rien dire mais de lutter pour améliorer leur sort. Certaines d'entre elles aiment d'ailleurs à dire qu'elles ont lancé le mouvement de 1988.

Mais elles ont depuis tout aussi longtemps choisi de limiter leur lutte à leurs propres revendications catégorielles, se comportant souvent comme si le reste du personnel n'existait pas. Comme tant d'autres catégories qui ont lutté les unes après les autres de cette manière, elles obtiendront peut-être une partie de ce qu'elles demandent. Mais la politique générale du gouvernement dans les hôpitaux ne sera toujours pas menacée.

Correspondant LO

(AFP)

Hôpital Sud (Bordeaux)

Le personnel ouvrier n'est pas d'accord

Depuis plusieurs mois, dans les hôpitaux, la réforme Durafour se met en place.

Le but de cette réforme c'est, en lâchant quelques dizaines, voire quelques centaines de francs à quelques-uns par la refonte de la grille indiciaire et la création de quelques promotions, de masquer le vol sur les salaires et le refus de toute augmentation globale.

C'est ainsi qu'aux ateliers, certains OP1 pourront désormais devenir maîtres-ouvriers, soit gagner environ 500 F de plus.

Les chefs ainsi que les syndicats, CFDT en tête, n'ont pas tari d'éloges ces dernières semaines sur ces soi-disant promotions.

Oui mais... lorsque les ouvriers du CHR ont fait leurs comptes, ils ont compris que, si ces promotions pouvaient diviser ceux qui vont devenir maîtres-ouvriers et ceux (les plus nombreux) qui resteront en arrière, par contre ça ne fait le compte pour personne !

500 F pour ceux qui les auront, c'est loin de compenser ce qui nous manque. Quant à ceux qui n'auront rien...

Aussi, lorsque la CGT a appelé à manifester, le jeudi 12 juin, pour exiger le passage en maître-ouvrier pour tous les OP1, ce sont 150 ouvriers environ du CHR qui ont répondu à l'appel.

C'est un petit succès !

Et cela a permis de se rencontrer entre ouvriers des trois hôpitaux et de montrer que l'on n'est pas d'accord.

Les conversations allaient bon train sur les largesses du nouveau gouvernement Cresson.

Quant au Comité Technique Paritaire, sa réponse a été : non, sur toute la ligne !

Ces messieurs ont tenu à réaffirmer que non seulement il n'y aura que 84 OP1 sur 350 qui pourront passer maîtres-ouvriers, mais que même ces 84 risquent d'attendre longtemps leur promotion car la CGT et FO ont refusé de signer ces accords que seule la CFDT a signés.

En revenant du débrayage, les sentiments étaient partagés entre la satisfaction d'avoir exprimé notre mécontentement et, pour certains, la colère d'avoir ainsi été traités de haut par la direction.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Saint-Gobain Desjonquères (Sucy-en-Brie - 77)

Licenciement pour délit d'opinion

A Sucy-en-Brie, dans la région parisienne, l'usine de Saint-Gobain Desjonquères, filiale du groupe Saint-Gobain, fabrique du flaconnage pour la pharmacie et la parfumerie. L'usine tourne 24 heures sur 24 et 365 jours par an. Le travail est pénible (bruit, chaleur, horaires en équipe) et les mouvements de colère ne sont pas rares.

Mi-mai, un ouvrier qui travaille en équipe depuis 18 mois dans l'entreprise a reçu une lettre le convoquant à un entretien préalable au licenciement. Le bruit a couru qu'il était suspecté d'avoir diffusé dans l'entreprise des tracts *Ras le flacon* édités par Lutte Ouvrière. Tous ses collègues de travail ont été surpris et scandalisés. Une pétition a circulé et a été signée très massivement. Le jour de l'entretien, pratiquement toute son équipe a accompagné le camarade chez le chef du personnel et a attendu devant la porte. Le motif qui a été annoncé à ce moment était *"abandon de poste pour diffusion de tracts politiques"*, la date bien choisie : le 1er mai au milieu de la nuit !

Tout cela a scandalisé encore plus les ouvriers de l'équipe : leur travail consiste à surveiller ce qui sort des lignes de production et, quand tout marche bien, quitter la machine quelques minutes est une pratique normale pour fumer une cigarette ou aller aux WC. Quant à la diffusion de tracts politiques, elle repose sur le témoignage manifestement faux d'un chef qui est parti aussitôt en vacances. Bref, la direction avait monté cette affaire pour se débarrasser d'un ouvrier combatif dont les idées ne lui plaisaient pas. D'ailleurs, les ouvriers qui étaient en poste avec le camarade cette nuit-là se souvenaient qu'il avait travaillé tout à fait normalement et se sont proposés pour témoigner. Le chef du personnel a dit qu'il allait réfléchir.

En fait, quinze jours après, la direction a purement et simplement confirmé sa décision : licenciement pour "motif réel et sérieux". La colère est montée d'un cran. Toutes les équipes, très majoritairement, avec le soutien des syndicats, se sont mises en grève pendant toute la durée de leur poste. L'usine a été presque totalement arrêtée pendant 32 heures.

Un dernier débrayage d'une heure a été encore effectué par l'équipe dans laquelle travaille ce camarade. Les ouvriers ont demandé que le chef du personnel vienne s'expliquer dans l'atelier. Mais la direction n'a pas voulu revenir sur sa décision et le travail a repris, la rage au cœur.

Le camarade fera donc valoir ses droits devant les tribunaux. Mais les travailleurs ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à laisser la direction faire ses mauvais coups sans réagir, sans se défendre.

Correspondant LO

Diffamation et faux témoignages

Hispano-Suiza (Bois-Colombes - 92)

UNE NOUVELLE FAÇON DE LICENCIER

A l'instigation du chef du personnel, un travailleur depuis 14 ans dans l'entreprise a été licencié. Témoignage d'un chef d'atelier, plainte en justice comme quoi il aurait été menacé de mort, lui et sa famille, témoignages écrits de deux employés venant appuyer le chef : la direction n'a pas lésiné sur les moyens pour monter son procès.

Quand l'annonce du licenciement fut connue, l'indignation fut grande dans les ateliers. Jeudi 6, spontanément, sans que les syndicats aient appelé à rien, 80 à 100 personnes se rassemblaient sous les fenêtres de la direction.

L'affaire n'alla pas plus loin, le travailleur licencié ayant demandé lui-même qu'on s'arrête là. Et ce, sur les conseils de certains dirigeants CGT d'Hispano qui défendaient l'idée qu'*«on va lui trouver du boulot ailleurs et, si vous faites de la mousse, vous allez lui casser la baraque»*.

Ceux qui voulaient ne pas laisser passer ce licenciement furent taxés de *«gauchistes»* et de *«manipulateurs à des fins partisanes»*. mais reste le fait qu'un travailleur, syndiqué CGT depuis toujours, est licencié et que la CGT reste passive. Ça promet pour ce qui est de la lutte contre les licenciements à venir !

Correspondant LO

LICENCIEMENTS ANNONCÉS

Au Comité d'entreprise du 30 mai 1991, la direction générale a annoncé un plan de licenciement collectif économique : 97 personnes au 1er août 1991, 270 personnes au moins en 1992. Au total et d'après ses dires, la direction envisagerait une réduction de 378 personnes.

Dans un premier temps seraient visés surtout les plus de 55 ans et 3 mois, mais ensuite d'autres travailleurs qui seraient alors incités à partir par le train habituel des mesures en pareil cas (aide à la création d'entreprise, au projet individuel, à la reconversion, au retour, etc.).

En ce qui concerne les 97 personnes au 1er août, la direction veut rendre le licenciement alléchant en le présentant sous forme de pré-retraites. Mais, d'une part, les travailleurs qui souhaitent le plus s'en aller sont des camarades des ateliers, et la direction n'envisage pas pour le moment de diminuer les effectifs dans ces secteurs. Elle vise en premier lieu les employés, les techniciens et dans une moindre mesure les cadres. D'autre part reste le problème financier : un certain nombre de ceux qui ont 55 ans et 3 mois n'ont pas forcément atteint le nombre d'années de cotisations nécessaires. De plus, les ASSEDIC n'ont pas encore donné leur accord pour prendre en charge ces personnes jusqu'à 57 ans et demi.

Résultat de tout cela : la direction propage un certain climat d'inquiétude dans l'entreprise, d'autant que la liste des licenciés n'est pas encore connue.

La CGT d'Hispano, principal syndicat dans l'entreprise, affirme quant à elle qu'elle fera tout pour que *«Hispano vive et se développe à Bois-Colombes»*. Mais, à en juger par la façon dont elle s'est comportée face au licenciement d'un travailleur la semaine dernière, on se demande ce que peut signifier un tel langage.

Règne donc une certaine inquiétude sur l'avenir parmi le personnel, mais pas forcément la résignation.

Correspondant LO

Jeumont-Schneider Transformateurs (Lyon)

UNE ESCROQUERIE QUI PASSE MAL

Depuis le mois de décembre 1990, un chef du personnel pratique la «modulation des heures de travail». La direction a imposé des semaines de plus de 45 heures (payées 39 heures) jusqu'au mois de mai. Depuis, les travailleurs sont censés récupérer les heures ainsi avancées. Mais voilà, il y aurait encore trop de travail pour les semaines de 34 heures initialement promises et un seul des trois ateliers touchés par la modulation a commencé à récupérer. Le comble, c'est que dans cet atelier-là il y aurait trop peu de travail pour maintenir tout le personnel en équipe. Celui-ci est donc mis en journée, progressivement, perdant la prime d'équipe, soit plus de 1 200 F par mois en moyenne.

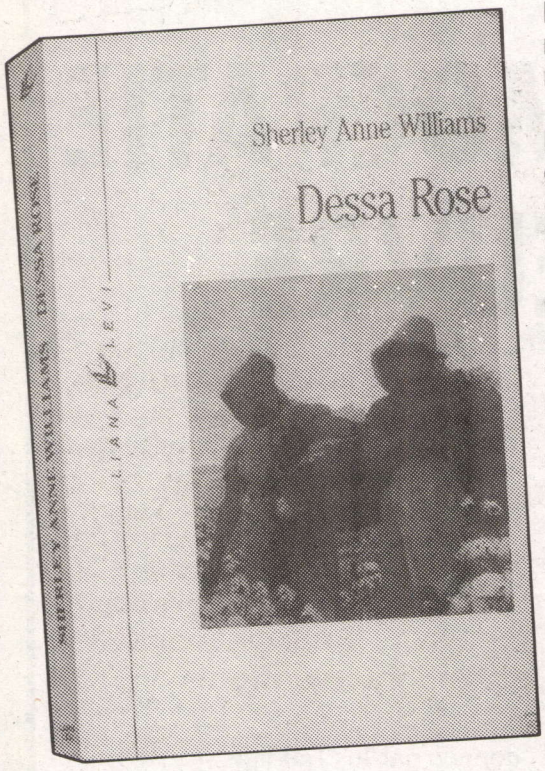
Et la direction envisage d'étendre cette mesure à une grande partie du personnel ayant modulé. Cette mesure scandalise d'autant plus que la direction s'était engagée par écrit à *«maintenir la prime d'équipe jusqu'à la fin décembre 1991»*.

Les «modulés» ont donc la très nette impression d'avoir été dupés et la colère gronde.

Depuis le début du mois de juin, plusieurs débrayages avec irruption dans les bureaux de la direction ont eu lieu, réunissant plusieurs dizaines d'ouvriers des ateliers concernés, pour exiger le maintien de la prime d'équipe. La direction s'en tient à la formule *«Pas de prime d'équipe s'il n'y a plus de travail en équipe»*. Les ouvriers ont conscience d'avoir accompli leur part du contrat, ils entendent bien contraindre la direction à respecter ses engagements.

Correspondant LO

Trois livres sur les esclaves noirs américains



Le roman de Sherley Anne Williams, *Dessa Rose,* celui de l'écrivain noir Tony Morrisson, *Beloved,* et le recueil de témoignages *Paroles d'esclaves,* ont en commun de parler de cette période qui a précédé la guerre de Sécession américaine (1861-1865) et où l'esclavage a pris l'ampleur la plus démesurée.

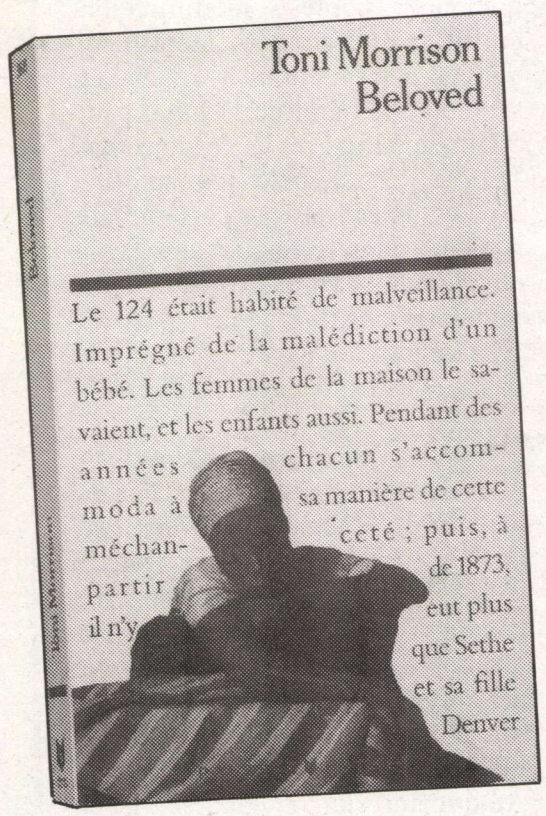
L'esclavage avait une longue tradition sur le sol nord-américain. Avant même que les treize colonies anglaises de l'Amérique s'émancipent de la tutelle de la métropole et deviennent les Etats-Unis, elles avaient participé, comme l'Angleterre et la France, à la traite des Noirs pour fournir en esclaves les plantations de canne à sucre.

Mais entre 1840 et 1870, le coton supplanta la canne à sucre comme principal dévoreur de main-d'œuvre servile. Les plantations de coton travaillaient pour l'industrie moderne. La pression économique transforma la plantation traditionnelle en entreprise alliant les vieilles méthodes d'exploitation patriarcale à celles, modernes, du capitalisme. Ce qu'on a appelé le «royaume du coton» s'est constitué là, se développa vers des territoires nouveaux, la Louisiane, le Mississipi, l'Alabama.

Le besoin d'esclaves s'accrut. La traite des Noirs en provenance d'Afrique était interdite depuis 1808. Mais elle se poursuivit clandestinement et surtout fut relayée par la «traite intérieure». Le trafic d'esclaves d'un Etat à un autre devint une activité lucrative. De nombreuses entreprises spécialisées se créèrent pour élever et exporter des esclaves vers les Etats producteurs de coton. La Virginie avait ainsi exporté en 1837 pas moins de 120 000 esclaves dans les Etats voisins.

«Il n'était guère de bourgades du Maryland ou de la Viriginie qui n'eussent leurs trafiquants ou leurs courtiers. On les trouvait partout, au bazar, dans les tavernes, sur les champs de foire ou dans les plantations. Leurs méthodes publicitaires préfiguraient celles du 20e siècle» **écrit un historien américain.**

Les perspectives d'enrichissement rapide qu'offrait la culture du coton ont transformé les plantations en usines rurales. L'appât du gain incitait les planteurs à augmenter sans cesse la charge de travail : jusqu'à 18 voire 20 heures dans les champs au moment de la cueillette. La législation, le «code de l'esclavage» devenaient de plus en plus pesants à mesure que le rapport numérique entre Blancs et Noirs se transformait. L'accroissement du nombre des esclaves et l'aggravation de leurs conditions avaient multiplié les révoltes et surtout les fuites. La société esclavagiste réagit en multipliant les tribunaux, les milices, les patrouilles.



• *Dessa Rose* *de Sherley Anne Williams*

Dessa Rose de Sherley Anne Williams retrace l'histoire d'une jeune esclave fugitive : la dispersion de sa famille, sa révolte individuelle entraînant un châtiment corporel calculé pour qu'elle ne perde pas de sa valeur à la revente, son transfert d'un Etat à un autre enchaînée en colonne. Tout y est, les courtiers, les trafiquants. Avec un groupe de fugitifs, elle se cache sur une plantation perdue plus ou moins abandonnée du nord de l'Alabama appartenant à une femme blanche. Là, les fugitifs décident de se constituer un pécule pour pouvoir s'enfuir à l'Ouest. Comme l'un d'entre eux a l'habitude d'être vendu par son maître, chaque fois que ce dernier perd au jeu, et de s'enfuir ensuite pour le retrouver, ils décident de faire de même et de se vendre sur toutes les places des environs. Une des meilleures ventes est celle du beau Nathan, spécialisé dans le plaisir des maîtresses blanches et... dans le dressage des chevaux.

• *Beloved* *de Toni Morrisson*

Le livre fait revivre une période étrange, juste après la guerre de Sécession : des milliers de Noirs errent dans toutes les contrées du Sud, ne sachant pas où aller, fuyant le Ku Klux Klan.

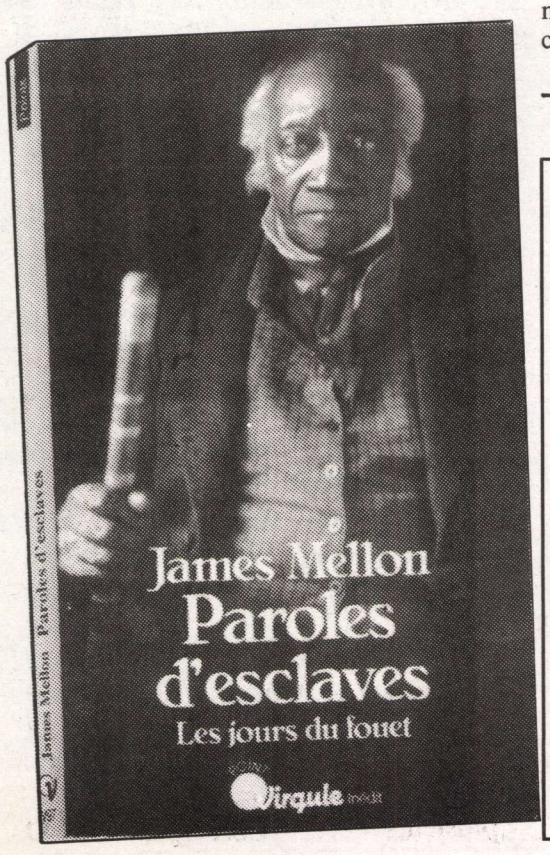
On retrouve le thème de la démolition de la famille. Le roman est basé sur un fait réel : l'évasion d'une esclave d'une plantation de Kentucky. Sur le point d'être rattrapée, elle préfère tuer sa fille plutôt que de la laisser retomber en esclavage. L'ensemble du livre sonne comme un chant de désespoir : c'est le désenchantement même après la suppression de l'esclavage, l'absence d'horizon pour les Noirs.

• *Paroles d'esclaves* *de James Mellon*

Dans les années 1930, le gouvernement américain créa deux instances administratives chargées de recueillir les témoignages des anciens esclaves encore en vie à cette époque. Le livre de James Mellon, *Paroles d'esclaves, les jours de fouet,* résulte de ces témoignages. Au travers d'une vingtaine d'interviews sélectionnées parmi les 2 000 récits, enregistrés entre 1934 et 1941, il montre le monde des plantations et des esclaves avant, pendant et après la guerre de Sécession. Tous les aspects de la vie des Noirs sont évoqués : le travail, les planteurs, la nourriture, la libération après la guerre, la famille, etc.

Beloved *de Toni Morrisson – Presses Pocket – 30 F.* Dessa Rose *de Sherley A. Williams – Liana Levi – 96 F.* Paroles d'Esclaves, les jours de fouet *de James Mellon – Ed. du Seuil – Coll. Point Virgule – 42 F.*

Irène BROSSARD



DES POINTS DE REPÈRES

Entre 1790 et la guerre de Sécession au début des années 1860, le nombre d'esclaves a été multiplié par 6,5, passant de 750 000 à quatre millions et demi. Alors qu'à la fin du 18e siècle un cinquième des Noirs aux USA étaient libres, seulement un dixième l'étaient en 1860.

A partir de la première révolution industrielle, l'histoire de l'esclavage se trouve liée à l'histoire du coton. Le coton à longues fibres, très apprécié de l'industrie anglaise, commence à être cultivé en 1786. Mais c'est surtout avec l'invention de l'égreneuse à coton, par un Américain du nord, que cette culture connut un véritable boom.

La culture du coton prenant mal dans les Etats du Sud-Est, Viriginie, Caroline du Nord, les planteurs se tournèrent vers les Etats de l'Ouest, nouvellement créés : en 1812, la Louisiane, en 1817, le Mississipi, en 1819, l'Alabama, en 1821, le Missouri.

Malgré l'interdiction de la traite en 1808, des historiens ont calculé qu'entre 200 000 et 300 000 Noirs furent débarqués clandestinement sur les côtes américaines. Cette traite clandestine a eu pour effet de recréer une classe de négriers. Même des villes du Nord, comme Boston ou New York, étaient des centres de ce trafic.

REVOLTES D'ESCLAVES

Plusieurs révoltes d'esclaves ont fait date :

- Celle de 1800 en Viriginie, quand un millier de Noirs entreprirent de marcher sur la ville de Richmond.
- Celle de 1822, en Caroline du Sud, à Charleston, fut dirigée par un ancien esclave qui avait racheté sa liberté. 9 000 esclaves y auraient participé.
- Celle de 1831, dirigée par Nat Turner, en Virginie, qui avait osé tuer des Blancs.
- Celle de 1853, à la Nouvelle Orléans, avec la participation de quelque 25 000 Noirs.

(A. Duclos/GAMMA)

Le F-117A, avion "furtif", un des clous du salon.

Au Bourget

SUITE DE GUERRE AU SALON

Il y a eu, paraît-il, une affluence record au Bourget pour visiter la grande foire aux avions civils et militaires. Militaires surtout, avec en vedette les engins électroniques ayant semé la mort dans la guerre du Golfe. Clou de l'exposition : l'avion furtif américain *F117,* exhibé entouré de soldats. A tel point que Joxe, le ministre français de la Défense, qui n'avait pas compris que, comme pour Madonna, c'était défendu de toucher, s'est fait rabrouer et repousser par les gardes américains qui couvaient l'appareil. Du coup le *Rafale* de Dassault, resté au sol et qui n'a pour l'instant encore volé que le contribuable, est apparu minable.

Vendeurs et acheteurs étaient là et ont signé des contrats de gros calibre à prix canon. Parmi les commandes annoncées lors du salon, la radio a fait grand cas de la vente au Japon d'hélicoptères civils par l'Aérospatiale. Mais l'entreprise, dans la campagne de publicité qu'elle s'est payée pour vanter ses mérites, se proclame aussi fièrement fabricant de missiles, le marché de l'avenir. Tous ces industriels n'utilisent pas seulement leurs armées d'ingénieurs pour faire voler des avions capables de relier les continents de plus en plus rapidement, mais aussi pour fabriquer les armes qui enverront une partie du genre humain sous terre.

Bien sûr, tous les visiteurs n'étaient pas là pour faire des affaires avec l'argent et la peau des autres. Beaucoup, on peut l'espérer, ne venaient pas pour rêver de massacres en contemplant les engins de mort utilisés contre la population irakienne pendant la guerre du Golfe. Ils souhaitaient sans doute simplement de voir des engins fruits de prouesses techniques, des merveilles de l'électronique. En voulant (à tort, car comment la dissocier ?) ignorer l'utilisation qui en est faite.

Pourtant, ces armes de la guerre des étoiles, ces avions spécialistes de prétendus bombardements chirurgicaux comme disaient les "consultants militaires", ont bel et bien tué 100 000 personnes en Irak.

On a déployé l'autre jour en grande pompe au salon du Bourget, au-dessus des avions *Etendard* et des missiles *Patriot,* un nouveau drapeau censé être celui de la Terre.

Quel paradoxe ! Un drapeau pour symboliser la planète et la communauté humaine, dans un salon où l'on expose tout un arsenal destiné à détruire l'une et l'autre !

Pierre VERNANT

Vol d'hélicoptères au-dessus du trou de la Sécu

Vingt-trois milliards de francs, c'est la somme qu'il manquait paraît-il, ces jours-ci, dans le budget de la Sécurité sociale et que les salariés vont devoir sortir de leur poche. C'est aussi, coïncidence symbolique, la somme (on l'a appris à l'occasion du salon du Bourget, qui sert ainsi au moins à quelque chose) que les généraux de l'armée de terre française envisagent sérieusement de dépenser pour faire construire 160 hélicoptères de combat dernier cri.

Certes, la dépense n'est pas encore vraiment décidée. On en parle seulement avec un air gourmand dans les états-majors. Car il y a aussi les 38 milliards de francs pour les hélicoptères anti-chars *Tigre* et pour les hélicoptères anti-hélicoptères *Gerfaut.*

La plupart des pays réduisent aujourd'hui un peu leurs dépenses d'armement, tout en continuant d'y consacrer des sommes colossales. A l'échelle mondiale la facture, qui atteignait 1000 milliards de dollars en 1987, serait tout de même encore de 930 milliards en 1990. En France, les trusts de l'armement n'ont en tout cas pas l'air trop alarmés. Le PDG de Thomson, Gomez, a ainsi déclaré à *Libération* : *"La France, jusqu'à présent, n'a pas diminué ses dépenses dans le secteur de la défense. Il est probable qu'elle y soit conduite. Toutefois, nous avons des programmes majeurs, lancés depuis peu, ce qui enserre le gouvernement dans un corset budgétaire".* Bref, celui-là sait que les généraux et les industriels de la mort seront mieux soignés que les malades !

Koweït

LEUR DÉMOCRATIE À L'ŒUVRE

Il n'y a pas si longtemps, on nous faisait croire que l'intervention dans le Golfe n'avait d'autres mobiles que la défense du droit, de la liberté, voire de la démocratie, et qu'il fallait, pour ce faire, libérer à tout prix le Koweït.

Oh, bien sûr, ce Koweït n'était pas vraiment un modèle de démocratie, mais plutôt un immense coffre-fort sur lequel trônait en autocrate une famille princière tout droit sortie de la féodalité. Mais qu'importait ! Tous les mensonges étaient alors bons pour justifier l'intervention.

Mais sitôt le Koweït libéré par les armées de la coalition occidentale, sitôt l'ancienne famille régnante rentrée dans le pays, l'on vit s'organiser des chasses aux étrangers, aux Palestiniens en particulier, accusés d'avoir soutenu l'Irakien Saddam Hussein. Et dans ces pogroms, bien des princes ou des proches de la famille Al Sabah ne furent pas les derniers.

Les Anglo-Américains, tout comme les Français d'ailleurs, avaient quelque peu rechigné, et demandé que les choses se fassent de façon plus institutionnelle ; que les actes de vengeance soient bannis et remplacés par des jugements de tribunaux légalement constitués. Eh bien, ils ont été entendus.

En neuf jours, le tribunal d'exception vient de prononcer douze verdicts de peine capitale. Et de quelle façon ! La quasi-totalité des condamnés à une exception près, sont des étrangers, Jordaniens, Libanais, Palestiniens dont certains étaient accusés d'avoir collaboré durant la guerre à un journal pro-irakien. L'un d'entre eux y dirigeait la chronique *"Mesdames, comment élever vos enfants"*. Un autre s'occupait uniquement de la publicité. Les attendus du jugement se sont résumés à une brève citation du *Coran* et une remarque du président de la cour : ces individus ne se sont pas rangés aux côtés du Koweït lorsque celui-ci "avait besoin d'eux", a simplement lancé le juge avant de lire les sentences. Tous les prévenus ont été condamnés à partir d'informations apportées par une source secrète, jamais révélée, et la seule preuve matérielle avancée par l'accusation s'est réduite à une liste des employés du journal abandonnée par les Irakiens.

Une fois de plus, il y a eu quelques petites récriminations émises par les gouvernements occidentaux. L'émotion a touché le secrétaire général de l'ONU, peut-être même Bush, et les responsables français ont appelé les autorités koweitiennes "à la plus grande rigueur" dans le respect des droits de l'homme. Voilà. Après cela, on ne pourra pas dire que les puissances tutélaires du Koweït sont restées placides face aux parodies de procès qui ont lieu dans le pays.

C'est que le Koweït suscite en fait bien d'autres énergies. Ainsi, en mars-avril, Rocard, puis Charasse, puis De Beaugé, puis Rausch s'étaient rendus dans l'émirat. Non pas pour discuter du respect des droits de l'homme, mais pour tenter d'arracher quelques miettes du pactole de la reconstruction. Ces efforts ont longtemps été vains. Face aux Américains qui, s'étant servis en premier, avaient raflé 70% de la reconstruction, laissant 20% à l'Angleterre, la France faisait figure de parent pauvre. L'Alsthom n'a réussi à vendre que quatre groupes électrogènes, Thomson n'a pu fournir qu'un système de télévision de première urgence. Mais finalement l'attente s'est révélée tout de même payante, puisque Airbus Industries vient de vendre à Kuwait Airways plusieurs appareils pour un montant de 12 milliards de francs.

Dans ces conditions, l'on comprendra aisément qu'entre la défense du droit et celle des intérêts des grands groupes capitalistes, tous les gouvernants occidentaux aient vite choisi.

Georges LATTIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995